

# UBUNTU N° 54 : LIRE, ECRIRE et PENSER L'AFRIQUE et les CARAÏBES

## EDITO

### CE MOIS-CI

### UN JEUNE SUR TROIS SERA AFRICAIN EN 2050

Cet article d'Ouest-France en page 2 pose la question des aides au développement que les pays du monde investissent en Afrique ce qui est essentiel quand on sait notamment la pression que les réfugiés économiques et bientôt de plus climatiques s'exerce sur les pays qui seront nécessairement obligés de les accueillir par millions jetés hors de chez eux par la famine et l'incapacité de survivre.

UBUNTU s'est souvent inquiété – et à juste titre pensons-nous – de l'insuffisance de ces apports au regard de l'importance des prédatons exercées sur les populations d'Afrique qui en sont toujours victimes. Le directeur de l'AFD semble tenir un discours différent qu'il nous apparaît honnête de vous transmettre.cf: p.13



**Cependant, selon les statistiques retraitées du Comité d'aide au développement de l'OCDE, l'aide publique au développement avait reculé de 2,7 % en 2018. A 153 milliards de dollars, les montants qui y étaient consacrés n'étaient pas suffisants pour atteindre les Objectifs de développement durable des Nations-Unies.**

Dans un rapport de la Loi de finances 2022, il apparaît que la Chine bénéficie toujours des subsides de l'aide française au développement, alors que le géant asiatique se rapproche du statut de première puissance économique mondiale. En 2020, notre pays a versé la coquette somme de 140 millions d'euros à la Chine, au titre de l'aide publique au développement (APD). Ce chiffre, certes modeste au regard du montant global de l'assistance française aux pays en voie de développement (3,9 milliards d'euros en 2021, 4,9 milliards d'euros en 2022) place néanmoins le géant asiatique au neuvième rang du classement des principaux bénéficiaires des subsides tricolores, pouvant prendre la forme de dons ou de prêts. Dans le sillage des pays africains (Sénégal, Somalie, Maroc, Côte d'Ivoire, Kenya), et d'un trio composé de l'Inde, la Turquie et l'Île Maurice, la Chine se retrouve mieux lotie que le Burkina Faso et le Cameroun, pourtant nettement plus défavorisés. Mais au-delà des moyens mis à disposition – et de toute façon bien loin des sommes dues depuis des siècles - les Etats africains ont d'abord et surtout besoin de s'affirmer économiquement, de s'industrialiser, avec des partenaires qui leur donneront la capacité de choisir leur propre modèle pour leur propre intérêt.

p.1 : EDITO
p.2 à 10 : 26/27/28 mai Festival « Les étonnants voyageurs » à St.Malo
p.11 : Fatimata HAMEY-WAROU par Ouest-France et UBUNTU

ACTUALITES de 12 à 17	
UN JEUNE SUR TROIS SERA AFRICAIN EN 2050	
Emmanuel Macron : retour à la realpolitik vis-à-vis de l'Afrique	
Haiti: - 600 personnes tuées en avril	Mayotte : délinquance de mineurs étrangers
KENYA:Eglises et pasteurs hors de contrôle	Botswana ouverture de la chasse à l'éléphant
La recherche en Afrique : Coumba – Kako Nabuko – Alioune Sall	
Une élève menacée d'expulsion à Mordelles	regroupement familial- délais trop longs

**p.18à26 : Nos référents : ACHAC – Africultures – Africavivre - D'ailleurs et d'ici - Amnesty internationale – ATTAC - La Cimade – Madinin'arts - Mondafrique – Mrs Roots - Survie**

# Etonnants voyageurs du 27 au 29 mai à ST.MALO



Quelque 150 invité-es – écrivain-es, penseurs et penseuses, cinéastes, illustrateurs et illustratrices, photographes, musicien-nes – venant du monde entier, nous rejoindront pour donner à voir, à entendre, à imaginer et à lire les mondes qui viennent. J'y vais depuis la création et c'est plus intéressant que le Salon du Livre à Paris.

**Au programme : rencontres, cafés littéraires, grands entretiens, débats, lectures et projections de films. Un salon du livre rassemblant 300 maisons d'édition, des expositions d'œuvres originales, un festival jeunesse, des rendez-vous dans les quartiers de Saint-Malo.**

## QUELQUES MOMENTS FORTS

### CARTE BLANCHE À LAURENT GAUDÉ

Auteur d'une œuvre dense dans laquelle il explore avec empathie nos destinées humaines, il dit dans la dystopie *Chien 51* l'importance de la mémoire et de la résistance face aux violences d'un monde détraqué. Cet ami fidèle du festival nous fera entrer dans sa chambre d'écriture, lors d'un grand entretien et au fil de rencontres avec ses invités. Nous le retrouverons également pour une soirée originale de lectures en musique de textes choisis et puisés dans son œuvre.

### L'IRLANDE À L'HONNEUR

Le festival renoue avec l'exploration d'une littérature étrangère, une programmation plébiscitée par le public : cette année, une douzaine d'invité-es venu-es d'Irlande, romancier-es et poètes-ses, nous feront découvrir une scène littéraire en effervescence d'où émergent des voix contemporaines. Une communauté soudée d'auteurs et d'autrices, symbole d'un tournant et d'un mouvement collectif de création.

### DES MASTER CLASSES INÉDITES

Dans des lieux insolites de la ville, pour rencontrer les auteurs et autrices en tout



### Avec le nouveau Président Jean-Michel Le Boulanger

Maëtte Chantrel, Café littéraire ;  
Lucie Milledrogues, programmation ;  
Gilles Lurton, maire de Saint-Malo ;  
Isabelle Dupuy, adjointe au maire.

Jean-Michel Le Boulanger a longtemps été vice-président à la culture au Conseil régional de Bretagne. Ecrivain et géographe il signe également *Mon pays dans le ciel*, où il déroule sa vision de l'identité bretonne..

## ... et quelques invités présents

Deux chercheuses à l'honneur empruntant à la forme littéraire pour rapporter des expériences audacieuses de rapport au vivant : **Nastassja Martin**, anthropologue (*À l'Est des rêves*, La Découverte), et **Vinciane Despret**, philosophe (*Et si les animaux écrivaient ?* Bayard). À leur côté des romanciers : polar avec **Colin Niel** (*Darwyne*, Le Rouergue), conte familial avec **Bérangère Cournut** (*Zizi Cabane*, Le Tripode) ou épopée imaginaire qui puise ses racines dans la tragédie et l'écologie avec **Emmanuelle Pirotte** (*Les Reines*, Le Cherche Midi).

La présence exceptionnelle d'autrices venues d'Iran : **Aliyeh Ataei** (*La frontière des oubliés*, Gallimard) et **Nasim Marashi** (*L'automne est la dernière saison*, Zulma) nous feront l'honneur de porter la voix des femmes contre l'oppression. Elles échangeront avec la Syrienne **Samar Yazbeck** (*La demeure du vent*, Stock), dont le nouveau roman, ancré dans un monde en guerre, explore avec poésie la vanité des hommes.

**Justine Augier** explore les pouvoirs de la littérature, capable de tenir le réel qui se dérobe (*Croire*, Actes Sud). **Seynabou Sonko** (*Djinns*, Grasset) dans une langue hybride et teintée d'oralité met au centre l'énergie de l'imaginaire. Les pièces de théâtre d'**Alexandra Badea** questionnent l'exil et l'identité et **Taina Tervonen** livre une enquête littéraire passionnante, et un récit salvateur, sur les objets spoliés du colonialisme (*Les otages. Contre-histoire d'un butin colonial*, Marchialy).

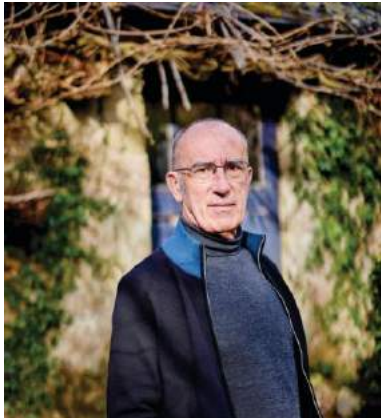
La nouvelle plume britannique **Natasha Brown** signe un roman virtuose sur le racisme et livre une satire contre la bourgeoisie anglaise (*Assemblage*, Grasset), et **Rouda** un premier roman percutant, rythmé par les illusions perdues de l'intégration (*Les mots nus*, Liana Levi).

L'auteur jamaïcain **Marlon James**, récompensé du prestigieux Booker Prize en 2015, ouvre avec *Léopard noir, loup rouge* (Albin Michel) le premier tome d'une titanesque saga de fantasy africaine. Et c'est le grand retour de **Craig Johnson** (*Le cœur de l'hiver*, Gallmeister), pour un pur western moderne avec son célèbre shérif Walt Longmire aux prises avec les cartels mexicains !

Le dessinateur **François Bourgeon** pour le dernier tome des *Passagers du vent* : quarante-trois ans après les débuts de cette série mythique, l'épopée historique s'achève avec *Le sang des cerises*, au temps de la Commune. Une exposition exceptionnelle d'une soixantaine de croquis et de planches originales pour découvrir l'œuvre de ce merveilleux conteur.

**Étonnants voyageurs, c'est l'écoute, la discussion. On n'invite pas uniquement des écrivains à succès pour présenter leur dernier ouvrage. On essaye de construire des tables rondes où sont invités deux ou trois auteurs ou autrices qui ont travaillé sur à peu près les mêmes sujets, mais avec des géographies différentes ou des points de vue un peu décalés. Il y aura par exemple des débats sur l'Europe, vue par un Français, un Polonais et un Irlandais. C'est quoi l'Europe ? Est-ce toujours le projet de Gualle-Adenauer, post-Auschwitz ? Que nous répondent les écrivains ?**

# Jean-Michel Le Boulanger Breton de Bretagne



Écrivain, géographe, Jean-Michel Le Boulanger a longtemps été vice-président à la culture au Conseil régional de Bretagne. Désormais président du festival Étonnants voyageurs, qui se tiendra du 27 au 29 mai à Saint-Malo, il signe également « Mon Pays dans le ciel », où il déroule sa vision de l'identité bretonne.

Il était venu récemment à la MIR nous présenter son 1<sup>er</sup> livre « Des printemps en Bretagne » où à Douarnenez, les femmes, les ouvriers et les pêcheurs s'organisent. avec grèves et mobilisations notamment la grande grève des « Pen sardin » en 1924

**Il y a quelques années, vous aviez signé Etre breton?, Un essai sur l'identité bretonne . Dans Mon pays dans le ciel, vous poursuivez la même réflexion, mais sous une forme plus personnelle et intime ?**

**Être breton ?**, c'était un livre universitaire. Ayant fait ce travail de géographe, d'historien, j'ai voulu m'interroger sur ce qu'être Breton signifie pour moi, à partir de l'expérience de l'intime, d'une vie. Décrire mon chemin, ce qui fait que je suis Breton.

**Être Breton, écrivez-vous, est une question alors qu'être Français est une réponse...**

Je crois. Je préfère quand la question de l'identité est de l'ordre de la question plutôt que de la réponse. Il y a quatre millions de Bretons. Si on leur pose la question de ce qui fait leur identité, on aura des ingrédients similaires : un mélange de souvenirs d'enfance, de ciel, de plage, de tas de détails du quotidien. Ces ingrédients sont similaires mais tous différents. Les souvenirs d'enfance sont différents si les grands-parents étaient ouvriers à l'arsenal de Lorient ou paysans à Guingamp. Mais tout cela construit des êtres bretons.

**Dans cette enfance, pour vos grands-parents, des paysans de la région de Guingamp, la Bretagne existe-t-elle ?**

Je ne sais pas. Je pense que mes grands-parents ne sont jamais allés dans le Morbihan ou le Finistère de leur vie. Ils sont passés par l'Ille-et-Vilaine. Mais c'est tout. La Loire-Atlantique, je n'en parle même pas. Ils ne connaissent de la Bretagne que leur terroir. Mais ils parlent breton. Ils sont porteurs de faits culturels qui sont des évidences, qu'ils n'analysent pas, par exemple une espèce de catholicité assez complexe...

Il y a une imprégnation, ils sont Bretons. Mais ils ne connaissent rien de la Bretagne. Ils sont de là, et ce « là » est en Bretagne. Mais à vrai dire, ils sont plutôt de Guingamp. La Bretagne, ils ne connaissent pas son histoire, sa géographie. La Bretagne est au-dessus de leur tête et sous leurs pieds. C'est les champs, le marché de Guingamp et les nuages.

**Lycéen près de Metz, vous demandez à la bibliothécaire des livres sur la Bretagne, et vous recopiez des informations dans des petits carnets. Et cette identité se nourrit de fiertés, parmi lesquelles le succès d'Alan Stivell à partir de 1972.**

Le hasard a fait que, pour la première soirée où j'ai le droit de sortir, sans limite d'heure, c'est lors d'un concert de Stivell où m'amène un voisin de palier. Je vois encore, on est allés au resto ensuite, avec des gens qui sont des stars pour moi : Stivell, Dan ar Braz;

**Vous écrivez que le territoire est une résistance ?**

Absolument, une résistance à ce gloubi-boulga, cet universalisme mal digéré qui voudrait faire croire qu'au nom de l'universalisme il faudrait abolir toute revendication territoriale. Non, non et non. Le local, c'est l'universel moins les murs, disait Miguel Torga. Être de quelque part n'empêche pas, bien au contraire, d'être porteur de valeurs universalistes. Pour entrer en relation avec un autre, il faut être soi. L'autre m'apprend car il est autre. Un toit en tuiles m'intéresse quand le mien est d'ardoise.

Je ne comprends pas qu'en France on ne le comprenne pas ! Moi, j'ai des petits-enfants qui vivent à Barcelone. Leur mère est Castillane, elle parle espagnol à ses enfants. Leur père leur parle français. Et à la crèche ou à l'école, on leur parle catalan. Ils ont 6 et 3 ans et ils sont trilingues. Quel est le problème ?

Moi, je me sens viscéralement Breton. Mais j'interdis à quiconque de me retirer ma part de francité. Je suis Français. Je parle, j'écris en français, et l'histoire de la France me nourrit en ce qu'elle porte de grandeur et de douleur. Comme toute histoire

**Et que cette France ne veuille pas entendre parler de votre bretonnité, ça ne vous donne pas envie de couper avec elle ?**

Ça m'agace, me révolte. Mais non. C'est une part de moi. Il y a deux choses : le sentiment d'appartenance à une identité et les débats politiques, les actes d'un gouvernement. Je suis résolument contre des politiques menées par les gouvernements français depuis des années, je me situe dans l'opposition à Macron, mais ce n'est pas pour cela que je me situe dans une opposition à ma part française d'identité.

**L'État français s'est quand même construit en grande partie comme ça ?**

Oui, autour d'un grand mensonge, avec ses douleurs et ses angles morts. Cette France s'est construite au nom d'une grandeur en créant des hiérarchies, dans tous les outre-mer et au sein de l'Hexagone, avec des gens qui sont devenus des ploucs. Il faut dire cela, c'est l'histoire. Ce n'est pas une question de repentance. Et l'histoire a aussi été faite de massacres, liés à des hiérarchies qui étaient posées. Le pluriel est pourtant à l'œuvre en France depuis toujours. Pourquoi on ne l'accepte pas ? Qu'est-ce que ce nationalisme français qui perdure ? Au 19<sup>e</sup> siècle, je veux bien comprendre qu'on construise un discours d'unicité. Mais aujourd'hui ? Ces nationalistes français du 21<sup>e</sup> siècle, pour moi, sont des ploucs. Ils retardent.

À l'âge de la mondialisation, on est à l'âge des identités plurielles qu'il faut très tranquillement assumer. Une identité n'oblitére pas les autres. Les assignations me font peur. Parce que, derrière ces assignations, il y a les pires drames du 20<sup>e</sup> siècle. On t'interdit d'être ce que tu es. On te met une étoile jaune et on t'envoie à Auschwitz parce que tu es juif. On a quand même une histoire derrière nous ! On a payé collectivement pour savoir à quoi mènent les assignations à une identité unique... C'est une identité unique qui assassine Samuel Paty. Il est porteur du pluriel, car dans sa bibliothèque il y a beaucoup de livres. Dans celle de celui qui l'a assassiné, il n'y en a qu'un, le Coran. Et ce : monsieur Morel, comme tous les nationalismes à identité unique, me fait peur.

Comme chaque année nous avons dégagé de ce toujours vaste programme des Étonnants voyageurs quelques-un.es des auteurs que vous avez trouvé dans UBUNTU et dont nous avons repris quelques notes et d'autres qui auraient pu l'avoir.



### **BESSORA - France - Gabon - Suisse**

Au cours de sa carrière, elle a notamment reçu le prix Félix Fénéon en 2001 et le Grand prix littéraire d'Afrique noire en 2007. Après *Les Orphelins*, elle s'inspire à nouveau d'une histoire vraie pour explorer le poids de l'héritage. Dans *Vous, les ancêtres*, Jane, une femme boiteuse du XVIIIe siècle, passée d'esclave à femme libre, se découvre une destinée en lisant la Bible. Bessora signe ici un roman puissant, teinté de réalisme magique, qui explore aussi bien notre rapport aux

animaux et à la Terre que la force des rêves qui traversent toutes les épreuves.



### **BELASKRI Yahia - Algérie**

Installé en France depuis les émeutes de 1988, il pose un regard critique sur le « grand récit » qui réduit l'identité algérienne à l'arabité et à l'islam. Prix Ouest-France Étonnants Voyageurs 2011 pour *Si tu cherches la pluie elle vient d'en haut*, il participe à l'ouvrage collectif *Pourquoi Camus?* (2013), rédige une biographie-essai sur le résistant algérien Abd el-Kader, et de nombreux articles sur le dialogue des cultures méditerranéennes. Dans *Le silence des dieux*, mention

spéciale du Prix des Cinq Continents 2022, il nous invite dans un petit village algérien qui se retrouve du jour au lendemain isolé du reste du monde. Face à l'obscurité, vers qui ou quoi se tourner ? Inspiré d'un fait réel, ce récit captivant aux allures de fable démontre une fois de plus le talent de Yahia Belaskri pour bâtir des odes puissantes à la liberté.

### **BEN KRAÏËM Nawel - France-Tunisie**

Tombée amoureuse de la scène dès ses premiers cours de théâtre, Nawel Ben Kraïem est avant tout connue en tant qu'artiste-interprète. Franco-tunisienne, elle chante d'une voix grave et reconnaissable entre toutes son appartenance aux deux rives de la Méditerranée sur des rythmes pop empreints de sonorités d'Afrique du Nord. Autour de cette identité multiple, elle cultive une atmosphère musicale unique, à la fois onirique et percutante, où résonne aussi bien l'influence d'Idir que



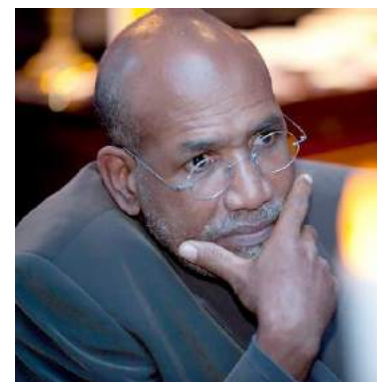
celle du hip-hop. Sans jamais délaisser la musique, elle publie en 2021 *J'abrite un secret*, recueil de poème écrit d'une plume percutante, teintée du lyrisme qui fait sa carrière. La poète y livre un hommage à son identité plurielle, à ses aspérités et à la poésie de son enfance, s'autorisant sans retenue une écriture sauvage et libre.



### **Royaume-Uni**

En seulement 160 pages, elle est devenue un véritable phénomène littéraire outre-Manche pour son portrait aussi percutant que pertinent de la société britannique. Dans ce premier roman, Natasha Brown, mathématicienne de formation, pointe du doigt toute l'hypocrisie de l'Angleterre postcoloniale et son racisme ordinaire à travers le récit intérieur d'une femme noire qui travaille dans la finance à la City de Londres. « **Je suis tout ce qu'on m'a dit de devenir. Ça ne suffit pas** » raconte celle qui, le temps

d'une fête, observe et dissèque ces hautes sphères sociales qui prônent la « diversité », mais ne la considéreront jamais comme l'une des leurs. Plébiscité par la presse anglophone, cet ouvrage à la narration morcelée et déstabilisante, à la plume aussi précise que directe, révèle une autrice dont le style, éclatant, fait déjà preuve d'une impressionnante maîtrise.



### **CHAMOISEAU Patrick - France Caraïbes**

Écrivain majeur de la Caraïbe, il est essentiellement connu pour son travail sur la langue créole. Avec *Texaco*, formidable fresque épique, brassant souffrances et espérances de trois générations de Martiniquais, il obtient le Prix Goncourt 1992. Après la publication de nombreux autres romans et essais, il revient avec *le conteur, la nuit et le panier* qui questionne son identité d'écrivain, sa mémoire intime, mais aussi les grands enjeux de la littérature contemporaine, par le prisme du vieux maître-de

*de-la-parole*, conteur créole qui se change en héros. En parallèle, il s'engage pour de grandes causes humanitaires. Après *Frères Migrants* en 2017, à la fois essai poétique et manifeste, qui rend compte de l'urgence d'un monde où la décence et l'humanité se font rares, il coordonne en 2018 le recueil *Osons la fraternité* avec Michel Le Bris, qui réunit une trentaine d'auteurs engagés pour un accueil humain des migrants. En 2022, *Le vent du nord dans les fougères glacées* signe son retour à la fiction. Dans cet « organisme narratif », comme il aime l'appeler, une galerie de personnages extravagants part à la recherche de Boulianno Néréle Isiklaire, le dernier conteur qui officiait aux veillées funéraires dans les mornes de Sainte-Marie.



### **CHONVILLE Nadia –France Caraïbes**

Docteure en sociologie et professeure d'histoire-géographie, Nadia Chonville travaille notamment sur le genre et la place des femmes dans la société caribéenne. À l'âge de quinze ans, elle publie elle-même le premier volet d'une trilogie de fantasy, *Rose de Wégastrie*. Par le biais de l'écriture, elle se réapproprie la langue et interroge les sujets de l'identité ainsi que les retombées de la colonisation. Dans son roman *Mon cœur bat vite*, elle explore la transmission de traumatismes intergénérationnels et confronte les blessures de la domination coloniale au travers du récit poignant d'Edith, dont le fils est brutalement tué par son oncle. À travers un ouvrage à la fois poignant et puissant, Nadia Chonville mêle le merveilleux et le réaliste pour donner corps à un passé douloureux, dans un style audacieux pour un roman qui l'est tout autant.

*Mon cœur bat vite* (Mémoire d'encrier, 2023)



### **DAĞTEKIN Şeyhmus - Kurde de Turquie**

Quatre ans à peine après son arrivée en France, il commence à écrire en français et choisit la poésie et son exigence d'appropriation de la langue. Puis, en 2004, Şeyhmus Dağtekin publie chez Robert Laffont son premier roman, *À la source, la nuit*, dans lequel il nous offre un voyage poétique aux sources des émotions de son enfance. Un texte qu'il définit comme le roman d'un monde d'avant le livre.

Mais Şeyhmus Dağtekin est avant tout poète, ses textes ont été publiés en revues et dans les anthologies *Poèmes à dire la francophonie* (Le Castor astral, 2002) et *Une salve d'avenir* (Gallimard, 2004). Il a publié plusieurs recueils au Castor Astral. Il participe régulièrement à des lectures et rencontres en France et à l'étranger. Ses lectures publiques, spectaculaires, lui valent une réputation croissante. Aujourd'hui, l'écrivain est ancré dans la vie littéraire française.

*De la bête et de la nuit* (Le Castor Astral, 2021)



### **DEVI Ananda - Île Maurice**

Pour Ananda Devi, écrivaine mauricienne prolifique, l'écriture tend à révéler l'inexprimable, à figurer la violence la plus brûlante, à fouiller les recoins les plus reculés de l'âme humaine pour se faire « la bouche de (...) malheurs qui n'ont point de bouche ». Son dixième roman, *Le Sari vert* (Gallimard 2009), Prix Louis Guilloux 2010, n'échappe pas à cette exigence : construit sur un huis-clos réunissant

la fille et la petite-fille d'un vieux médecin agonisant, il dénonce avec véhémence et âpreté les violences faites aux femmes.

*Sylvia P.* (Bruno Doucey, 2022)



### **DJAILANI Nassuf – France - Mayotte**

« J'essaie d'écrire et j'essaie de tendre l'oreille pour raconter le ventre de cet endroit, de cette terre-là. » Ainsi Nassuf Djailani décrit-il son rapport à l'écriture à travers laquelle, depuis son départ de Mayotte pour Bordeaux, il exprime son mal du pays et son amour pour son île natale. Parti à 17 ans poursuivre des études de journalisme au cours desquelles il reçoit le prix Bayard jeune journaliste, il publie son premier recueil de poésie, *Spirale* (Les Belles pages, 2003)

Grand prix de l'Océan indien pour *Roucoulement* (Komedit, 2006), il écrit également des nouvelles, compilées dans *Une saison aux Comores*. Soucieux de représenter avec lucidité et franchise la société mahoraise, il s'attache à défendre la visibilité de l'écriture indianocéanique et co-fonde la revue culturelle *Project-îles*. Véritable ode à Mayotte, *Daira pour la mer* est un émouvant péan teinté d'une profonde mélancolie.



### **D'AMÉRIQUE Jean - Haïti**

À tout juste 28 ans et déjà multi-récompensé, il fait partie de cette nouvelle génération d'écrivains haïtiens qui remobilise des figures de la marge et de la révolte. Dans son premier roman, *Soleil à coudre*, Tête Fêlée, une petite fille des bidonvilles haïtiens, traverse l'âpreté du monde des adultes grâce à l'écriture épistolaire. Également poète et dramaturge, avec un sens de la formule influencé par la culture hip-hop, Jean D'Amérique écrit dans une langue vibrante, pratique la scène et donne

régulièrement voix à ses textes pendant des lectures publiques. *Opéra Poussière*, pièce lauréate du Prix RFI Théâtre 2021 et sélectionnée cette année pour les journées scolaires du festival, réveille une lieutenant de l'armée révolutionnaire haïtienne pour réparer les oublis du passé.



### **KANOR Fabienne – France Caraïbes**

Au fil de ses romans, pour l'écrivaine et réalisatrice Fabienne Kanor l'identité n'est pas une chose figée. Ses personnages déracinés, désabusés, questionnent leur passé et leur présent à la recherche d'une échappatoire ou d'un nouveau départ. Cette romancière française d'origine antillaise, ancienne journaliste, a fait une entrée remarquée dans le monde de la littérature avec son ouvrage *D'eaux douces*, récompensé par le prix *Fetkann !* en 2004, prix favorisant le travail de

l'mémoire des pays du Sud. En 2020, elle est lauréate du prix Casa de las Américas dans la catégorie Littérature caribéenne en français et en créole pour son roman *Je ne suis pas un homme qui pleure* (2016), *La poétique de la cale* (Rivages, 2022)



## LAFERRIÈRE Dany - Haïti - Québec

Figure phare de la scène littéraire francophone, prix Médicis 2009 pour *L'énigme du retour*, Dany Laferrière est membre de l'Académie française depuis 2015. L'incontournable plume haïtienne est également co-président de l'association Étonnants Voyageurs Haïti et signataire du manifeste « Pour une littérature monde en français ». Dans *Petit traité du racisme en Amérique*, il revient sur la singularité de ce phénomène aux États-Unis, qu'il dissèque à travers un assemblage de portraits, d'interrogations, de confidences et de haïkus.

Figure phare de la scène littéraire francophone, prix Médicis 2009 pour *L'énigme du retour*, Dany Laferrière est un Immortel depuis 2015 et son élection à l'Académie française.

Windsor Klébert Laferrière, dit Dany, est né à Port-au-Prince en 1953 d'un père intellectuel et homme politique, Windsor Klébert Laferrière, et d'une mère archiviste à la mairie de Port-au-Prince, Marie Nelson. Il passe son enfance à Petit-Goâve avec sa grand-mère Da, au milieu d'un paysage idyllique dominé par les libellules et la mer turquoise. Cette enfance heureuse est relatée dans deux de ses premiers romans, *L'Odeur du café* et *Le Charme des après-midi sans fin*, où sa grand-mère Da est d'ailleurs un personnage marquant. Il rentre à onze ans à Port-au-Prince où il fait ses études secondaires, puis devient journaliste au *Petit Samedi Soir*. Mais suite à l'assassinat de son ami Gasner Raymond par les « tontons macoutes » de Duvalier, il quitte Haïti pour Montréal en 1976. Il a 23 ans.

Pendant huit ans il enchaîne les petits boulots, travaille à l'usine, mais continue de rêver de littérature. Dany Laferrière lit, tous ceux qu'il ne pouvait pas lire à Port-au-Prince : Hemingway, Miller, Diderot, Tanizaki, Gombrowicz, Borges, Marie Chauvet, Bukowski, Boulgakov, Baldwin, Cendrars, Mishima, Marquez, Vargas Llosa, Salinger, Grass, Calvino, Roumain, Ducharme, Virginia Woolf... Et il se procure chez un brocanteur cette fameuse machine à écrire Remington 22 qui l'accompagnera pendant une dizaine de livres. Il publie en 1985 son premier roman : *Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer*.

En 1990, après une première aventure cinématographique et l'adaptation de son premier roman, il décide de rompre avec le tumulte de sa célébrité québécoise. Établi à Miami, il écrit dix romans en douze ans ! De son point de vue, ils n'en forment qu'un seul : son « autobiographie américaine ». L'écrivain se réinstalle à Montréal en 2002 et rejoint Grasset en 2005 avec *Le Goût des jeunes filles*. Il continue également ses incursions cinématographique et adapte ses romans en scénarios, comme *Comment conquérir l'Amérique en une nuit* en 2004, Prix Zénith au Festival des Films du Monde de Montréal. L'année suivante, son roman *Vers le Sud* paraît en même temps que le film du même nom, réalisé par Laurent Cantet.

En 2007, il co-préside l'association Étonnants Voyageurs Haïti avec Lyonel Trouillot et est signataire du Manifeste *Pour une littérature monde en français*.

Deux ans plus tard, *L'énigme du retour* fait définitivement de lui une plume incontournable du paysage littéraire francophone, le livre est salué unanimement par la critique et obtient le Prix Médicis. Dany Laferrière se trouve en Haïti lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010. Son ouvrage *Tout bouge autour de moi* (Mémoire d'encrier, 2010) est un vibrant témoignage autour de ce séisme qui a détruit Haïti. Cette tragédie est restituée avec force et générosité. Dans cette poignante chronique, Dany Laferrière livre par touches discrètes ses émotions, ses sentiments et ses pensées.

« Si *L'Énigme du retour* est le roman du retour au pays natal, *Chroniques de la dérive douce* est bien celui de l'arrivée dans une nouvelle ville, une nouvelle vie. En 2013, il publie aux éditions Mémoire d'encrier au Québec et chez Grasset en France son *Journal d'un écrivain en pyjama*. S'inscrivant dans la lignée de *L'art presque perdu de ne rien faire* (2011), Dany Laferrière livre dans cet ouvrage un amalgame de récits, de réflexions, de méditations et d'anecdotes sur l'écriture et sur la lecture, en nous promenant à l'intérieur de sa bibliothèque personnelle, où se rencontrent pêle-mêle Borges, Proust, Salinger, García Márquez, Miller, Tolstoï, Hemingway et Césaire..

2015 est également une grande année pour Dany Laferrière puisqu'il est élu à l'Académie française. Il publie deux romans dans la foulée, *Le Cri des oiseaux fous* et *Tout ce qu'on ne te dira pas, Mongo* : deux romans aux parfums d'exil, où se mêlent désarroi et détermination, certitudes et mythes, deux voyages aux accents d'ailleurs.

Co-Président de l'association Étonnants Voyageurs en Haïti en décembre 2016, Dany Laferrière réédite la même année chez Zulma deux de ses œuvres les plus marquantes : *Le charme des après-midi sans fin* et *L'odeur du café*, et publie chez Grasset *Mythologies américaines* qui recueille ses premiers textes : *Comment faire l'amour avec un nègre sans se fatiguer* (1985), *Cette grenade dans la main du jeune Nègre est-elle une arme ou un fruit ?* (1993), *Fête chez Hoki* (1987) et un inédit : *Truman Capote au Park Hotel*.

Il revient en 2018 avec un "roman dessiné", à mi-chemin entre le carnet personnel de croquis et le roman : *Autoportrait de Paris avec chat*. Un grand format pour une belle ambition, nous faire visiter « son » Paris à travers ses textes et ses dessins – puis *vers d'autres rives*.

En 2019, Dany Laferrière nous transmet le récit de son aventure américaine. Au début des années 1980, il quitte Montréal et s'installe à Miami. Dans cette œuvre intime, l'écrivain évoque sa vie quotidienne ainsi que la société américaine. Il y met en lumière sa vie d'auteur, livrant par la même des réflexions personnelles sur sa pratique de l'écriture.

En 2020, il revient sur ses nombreuses pérégrinations dans *L'exil vaut le voyage*, dans lequel il fait le choix de regarder les bons côtés de ses migrations contraintes. Dans ce roman écrit à la main et enrichi par de nombreux dessins, Dany Laferrière raconte ses exils et ses conséquences, ses lectures, ses rencontres, peignant un tableau intime, touchant et riche en références de ses voyages successifs.



## **SONKO Seynabou – France - Sénégal**

Avec ce premier roman, *Djinns* (Grasset, 2023) Seynabou Sonko apporte une perspective singulière au thème de la double culture en héritage : schizophrénie ? double-conscience ? Dans *Djinns*, l'autrice fait cohabiter psychiatrie occidentale et médecine traditionnelle africaine, langue de rue et langue de l'école, à travers les différentes personnalités qui animent sa protagoniste, Penda. La romancière tisse ainsi une œuvre d'une langue riche « qui prend ses libertés, entre l'écrit et le parler, le visible et

l'invisible, la France et le Sénégal », comme elle le décrit elle-même. Un livre dont la plume, d'une incroyable souplesse et musicalité, n'en finit pas de subjugu



## **WABERI Abdourahman - Djibouti**

Éloigné de sa terre natale pour un « exil provisoirement définitif » comme il aime à le rappeler, le poète et écrivain Abdourahman Waberi fait de l'écriture un jeu. Lyrisme, fable et malice font le charme de son style dont les images et symboles rendent une voix et une fierté à son continent d'origine. Auteur d'une trilogie littéraire sur Djibouti, il reçoit le Grand Prix de la nouvelle francophone de l'Académie Royale de Langue et Littérature Française de Belgique et,

en 1996, le Grand Prix de l'Afrique noire pour *Cahier nomade*. Dans *Dis-moi pour qui j'existe ?*, son dernier roman, il trace un chemin émouvant entre Djibouti et la France, puisant dans ses souvenirs d'enfance pour trouver le réconfort qui crée l'espoir.

Abdourahman A. Waberi a "l'identité multiple". Né français en 1965 à Djibouti, alors toujours sous l'autorité de la France, il se retrouve djiboutien au moment de l'indépendance du pays en 1977. Étudiant puis professeur d'anglais en Normandie, il recouvre la nationalité française après son mariage en 1991.. Critique politique proche de l'opposition, il garde des rapports complexes et tendus avec la République de Djibouti et ses publications, engagées, dénoncent avec virulence les déchirements et les errances d'un pays à la dérive, dépossédé de son passé et de ses traditions. Son œuvre, tout comme son appel au boycott de l'élection présidentielle du président sortant Ismaël Omar Guelleh, unique candidat en 2006, lui ont valu les représailles de la presse gouvernementale de son pays d'origine.

Dans sa trilogie *Tentative de définition de Djibouti*, qui comprend *Le Pays sans ombre*, *Cahier nomade* et *Balbala* (Serpent à plumes, 1994-1996-1998), il superpose contes, légendes, récits documentaires et articles de journaux pour composer une fresque impressionniste montrant un pays terrassé par les fièvres, les famines, la corruption et les guerres. Il a reçu pour son premier ouvrage, *Le Pays sans Ombre*, le Grand Prix de la nouvelle francophone de l'Académie Royale de Langue et Littérature Française de Belgique et, en 1996, le Grand Prix de l'Afrique noire pour *Cahier nomade*.

Saisi par l'urgence de rendre compte du génocide survenu au Rwanda, il publie en 2000 *Moisson de crânes* (Le Serpent à Plumes), un essai mâtiné de fiction qui décrit avec force la peur, le dénuement, l'horreur des massacres. Puis, en 2001, il publie *Rift Routes Rails, variations romanesques* (Gallimard), et *Transit* (Gallimard, 2003), deux textes sur la tentation perpétuelle de la migration et de l'exil des victimes des guerres civiles.

Publié par des journaux et revues tant africains qu'internationaux et dans une vingtaine d'anthologies, traduit dans une dizaine de langues, Abdourahman Ali Waberi est l'un des 44 signataires du **Manifeste pour une Littérature-Monde (2006)**.

En 2006 il est lauréat de la plus prestigieuse bourse de création allemande Berliner Künstlerprogramm DAAD (catégorie littérature), ce qui lui permet de profiter durant un an d'une résidence d'écrivain à Berlin .

Avec **Passage des larmes** (Lattès 2009), Waberi signe une peinture poétique et polyphonique de Djibouti, à travers l'histoire de Djibril, un intellectuel de Montréal, de retour au pays pour une mission d'espionnage, après dix huit ans d'exil. Entre autoportrait et réflexion sur le temps et la mémoire, l'auteur rend un bel hommage au philosophe allemand Walter Benjamin et écrit le roman d'un pays devenu la plus grande poudrière du monde après l'Afghanistan et l'Irak.

En 2010, Abdourahman A. Waberi présente un **recueil de nouvelles réunissant des récits d'auteurs d'Afrique et du monde**, qui dressent un portrait du continent noir à travers le prisme d'une passion commune : le football.

Avec *La Divine Chanson*, A. Waberi donne vie à un personnage inspiré de la légende de la soul music, du hip-hop et du jazz américains, Gil Scott-Heron. Son « Sammy l'enchanteur » et son chat qui sert de voix de narration nous emmènent sur les traces du musicien, entre Paris, New York et Berlin. Entre fantasma, légende et réalité, ce livre nous offre une belle plongée dans l'Amérique, dans un flux musical de digressions oniriques et de réflexions culturalistes.

En 2016, il publie un recueil de poèmes sur la religion et la tolérance intitulé *Mon nom est aube*. Poésie de l'éveil, ce recueil contemplatif, ponctué de lectures du Coran, est l'occasion d'une réflexion sur la spiritualité de l'homme.

Son roman *Aux Etats-Unis d'Afrique (2006)*, réédité en poche chez Zulma (2017), fait partie de la sélection de livres pour la journée des lycéens. Abdourahman Ali Waberi y inverse les données économiques et géopolitiques du monde. L'Afrique, nation fédérée en États riches et modernes, leader mondial, domine désormais l'Europe et l'Amérique rongées par la misère et les guerres ethniques. Fable utopique ou miroir inversé, l'épopée de la petite Maya, exilée de sa Normandie miséreuse, propose au lecteur un renversement de perspective jubilatoire, qui met à mal les évidences sur l'Afrique et les migrations.



## TROUILLOT Lyonel - Haïti

Écrivain, poète, romancier, intellectuel engagé, plume et voix enragée de Port-au-Prince, acteur de la scène francophone mondiale, Lyonel Trouillot vit dans son pays, île qu'il conte et raconte, et à laquelle il reste attaché et fidèle. Engagé de longue date en faveur de la démocratisation de son pays, il est également l'auteur d'une œuvre poétique et romanesque de première importance. En 2023, cet habitué du festival Étonnants Voyageurs revient avec *Moi/mwen*, un

recueil bilingue en créole et en français, où résonnent deux voix tentant de renouer avec leurs racines tout en guérissant des blessures du passé. Tour de force poétique et hymne à l'identité haïtienne, Lyonel Trouillot délivre une œuvre puissante, marquée de ses convictions et aspirations.

Lyonel Trouillot entame des études de droit, mais très vite se fait remarquer par ses écrits. Il apporte sa contribution à différents journaux et revues d'Haïti et de la diaspora, dans lesquels il publie de nombreux poèmes et textes critiques. Il est très engagé dans la résistance à l'oppression de son pays, qu'il a toujours refusé de quitter. Dans les années 1990, il anime Cultura, une revue littéraire lancée dans le cadre du projet franco-haïtien de promotion du livre et de la lecture.

Professeur de littérature à l'Institut français d'Haïti et à l'université Caraïbe, il poursuit parallèlement ses activités littéraires en publiant une œuvre poétique et romanesque de première importance, des poèmes composés en créole et des romans écrits en français. En France, l'œuvre de Lyonel Trouillot est publiée par Actes Sud et Riveneuve éditions.

Membre très actif du collectif « NON », qui s'est créé à la fin de l'année 2003 au moment d'événements tragiques en Haïti, qui ont donné lieu au départ d'Aristide, Lyonel Trouillot, engagé de longue date sur le front de la résistance à la dictature et de la reconstruction démocratique de son pays, n'a depuis, cessé de mettre sa notoriété et son action au service d'une cause dont il est sans conteste l'un des porte-parole les plus écoutés.

Proche du festival, Lyonel Trouillot est Président de l'association Étonnants Voyageurs Haïti. En 2010, il publie un ouvrage en collaboration avec la photographe Amélie Baron, où il commente les clichés qu'elle prend après la catastrophe du séisme : *Haïti, le dur devoir d'exister. Un livre pour montrer le quotidien et la survie*. « J'ai regardé ces photos comme un rappel du côté injuste du réel », dit-il. Avec Louis-Philippe Dalembert, il signe la même année une anthologie de la littérature haïtienne. Il participe également à la direction et la publication d'un essai qui s'interroge sur les directions à prendre pour la reconstruction d'Haïti : *Refonder Haïti ?*, paru aux éditions Mémoire d'encrier.

En 2011, *La Belle amour humaine* « fable lumineuse et dense » (Figaro magazine), sélectionnée pour le Goncourt 2011, a valu à Lyonel Trouillot le Grand Prix du Roman Métis. Son roman suivant, *Objectif : L'autre*, paru en mai 2012, fait l'inventaire de sa vie d'écrivain, de ses passions, de ses amis, de ses lectures et de ses combats. Après *Le doux parfum des temps à venir*, où il se livrait au jeu des réminiscences olfactives, l'écrivain publie à l'automne 2013 *Parabole du failli* ; ce roman prend la forme d'un texte adressé à un comédien haïtien, Pedro, qui s'est donné la mort en se jetant du douzième étage d'un immeuble. L'auteur du texte, l'un de ses deux amis, dresse le portrait de ce personnage qui déclamait du Baudelaire dans les rues de Port-au-Prince, entre reproche posthume, lettre d'amour, cri de rage à l'encontre du disparu.

Le *Dictionnaire de la rature* est un travail collectif né de rencontres et de discussions avec Geneviève Marie de Maupeou et Alain Sancerni. Cet objet ludique revêt des aspects critiques et impertinents autour de la disparition des mots du dictionnaire. Si le livre se présente sous une forme plaisante voire badine, il y a quelque chose de l'ordre de la véritable conviction.

À 60 ans, l'écrivain, dont le souhait le plus cher serait la reconnaissance d'une véritable indépendance haïtienne, livre en 2016 *Kannjawou*, roman qui donne à voir la dislocation d'un groupe d'amis, à l'image du devenir de son pays. Ici le chant incantatoire de Lyonel Trouillot fait danser Haïti, une terre où les personnages sont habités par une puissance tellurique et une charge poétique déployée magnifiquement. La puissance des destins en jeu se lie dans l'intime avec la poésie et la contestation de la plume de l'auteur. Ce roman fait écho à son recueil poétique publié en 2015, Anthologie bilingue de la poésie créole, où le lien entre créole populaire et français élitiste immisce dans les esprits la réconciliation, au service d'une même cause : la désaliénation et la souveraineté totale de l'île.

Il signe en 2019, avec ses amis Marie-Bénédicte Loze, poète, et Ernest Pignon-Ernest, dessinateur, un conte nostalgique où chacun rêve d'amour et d'égalité. Pourvu d'un sens aigu du tendre et du faillible, ce livre à six mains chante « la beauté des recommencements » et trace un chemin d'espérance. Dans *Antoine des Gommiers*, deux frères d'un quartier déshérité de la capitale haïtienne, Franky et Ti Tony, reconstituent la vie d'un devin légendaire de l'avant-guerre, dont le roman tient son titre, et dont leur mère dit être la descendante. Ode au pouvoir de l'écriture et de l'imaginaire, le nouveau roman de Lyonel Trouillot sonne comme un chant où se mêlent la misère et l'émerveillement.





## MBEMBE Achille - Cameroun

Politologue camerounais, professeur d'histoire et de sciences politiques à l'Université du Witwatersrand à Johannesburg et à Duke University aux États-Unis, Achille Mbembe est l'un des plus grands théoriciens du post-colonialisme. Critique sans renoncer à l'optimisme, il analyse l'Afrique contemporaine et ses rapports avec les sociétés post-coloniales européennes, notamment la France, qui, selon lui, « décolonisa sans s'autodécoloniser ».

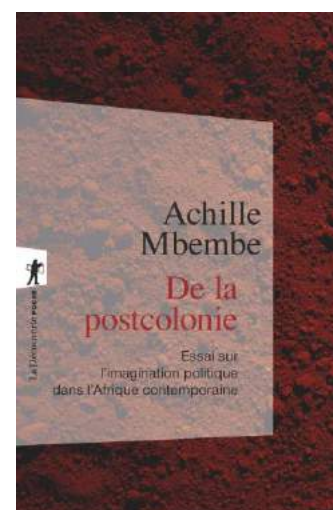
Conclusion d'une trilogie débutée avec *Politique de l'inimitié* (La Découverte, 2016) et *Brutalisme* (La Découverte, 2020), il défend dans *La communauté terrestre* l'interdépendance de la démocratie et de la protection du vivant, puisant dans les contes et cultures traditionnelles africaines afin de retisser le lien entre l'homme et son environnement.

Après une thèse de doctorat commencée à Paris sur le mouvement nationaliste camerounais, il part en 1986 aux États-Unis pour enseigner dans différentes universités et publie *Afriques Indociles. Christianisme, pouvoir et État en société postcoloniale*. Établi au Cap, il publie en 2000 *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*.

Alors que s'achevait la célébration du cinquantenaire des indépendances africaines, Achille Mbembe a publié en octobre 2010 *Sortir de la grande nuit : Essai sur l'Afrique décolonisée*. Cet ouvrage qui allie un style tantôt sobre, tantôt poétique analyse certes les mutations, les heurts et les crises de tout un continent depuis les indépendances, mais pose sur ces mouvements un regard optimiste qui laisse entrevoir une voie possible pour l'Afrique aujourd'hui.

Participant à l'ouvrage événement "La France noire", publié cette année sous la direction de Pascal Blanchard, Achille Mbembe a également préfacé en 2011 les "Œuvres" complètes de Frantz Fanon, rééditées à l'occasion des cinquante ans de la mort du psychiatre martiniquais. Une "pensée métallique" a laquelle il affirme devoir "l'idée qu'il y a dans toute personne humaine quelque chose d'indomptable, de foncièrement inapprivoisable, que la domination – peu en importent les formes – ne peut ni éliminer, ni contenir, ni réprimer totalement."

Parler de brutalisme pour parler d'un monde déshumanisé : c'est l'étonnant parallèle que fait l'auteur dans un nouvel essai finement documenté, *Brutalisme* (La Découverte, 2020) dans lequel l'auteur compare les matériaux bruts utilisés dans le style architectural du même nom, et les corps utilisés par les politiques néolibérales. Dans la lignée de *Critique de la raison nègre* (La Découverte, 2013) et *Politiques de l'inimitié* (La Découverte, 2016), il y dénonce les dangers du libéralisme économique qui "transforme l'humanité en matière et énergie" dans notre société, via le progrès technologique.



Écrit dans une langue tantôt sobre, tantôt incandescente et souvent poétique, cet essai constitue un texte essentiel de la pensée post coloniale en langue française.

Dans cet essai critique, Achille Mbembe montre que, au-delà des crises et de la destruction qui ont souvent frappé le continent depuis les indépendances, de nouvelles sociétés sont en train de naître, réalisant leur synthèse sur le mode du réassemblage, de la redistribution des différences entre soi et les autres et de la circulation des hommes et des cultures. Il convient certes de décrypter ces mutations africaines, mais aussi de les confronter aux évolutions des sociétés post coloniales européennes ? en particulier celle de la France, qui décolonisa sans s'auto décoloniser ?

Désormais classique dans le monde anglophone, ce livre est une puissante contribution à la critique de la tyrannie et de l'autoritarisme, cette facette inavouée et longtemps réprimée de notre modernité tardive.

Achille Mbembe interroge la manière dont les formations sociales issues de la colonisation s'efforcèrent, alors que les politiques néolibérales d'austérité accentuaient leur crise de légitimité, de forger un style de commandement hybride et baroque, marqué par la prédation des corps, une violence carnavalesque et une relation symbiotique entre dominants et dominés. À ces formations et à ce style de commandement, il donne le nom de *postcolonie*.

Dans l'ordre de la modernité, le Nègre est le seul de tous les humains dont la chair fut faite marchandise. Mais dans un retournement spectaculaire, ce nom honni est devenu le symbole du désir de vie, une force pleinement engagée dans l'acte de création. En analysant cette étonnante contradiction de l'"expérience nègre", Achille Mbembé répond ici à quelques questions dérangeantes : la relégation de l'Europe au rang d'une simple province du monde signera-t-elle l'extinction du racisme, avec la dissolution de l'un de ses signifiants majeurs, le Nègre ? Ou au contraire, une fois dissoute cette figure historique, deviendrons-nous tous les Nègres du nouveau racisme qui pointe, avec la poussée antimigratoire en Europe et l'assignation raciale de catégories entières de la population ?

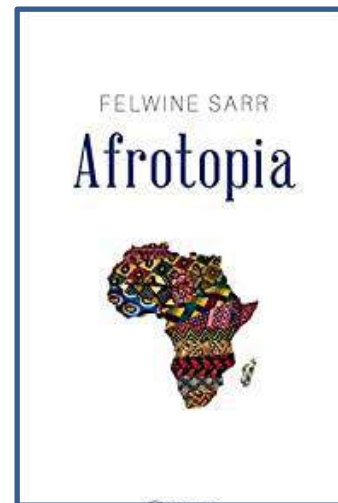
## SARR Felwine - Sénégal

Agrégé d'économie, co-fondateur avec Boubacar Boris Diop de Jimsaan, la première maison d'édition de Saint-Louis, Felwine Sarr n'écrit pas à la légère : il fait de la littérature une nécessité vitale, œuvre de lumière et de liberté. Après un essai remarquable, *Afrotopia*, hommage à l'Afrique nouvelle et célébration optimiste de la pensée universelle, il crée à Dakar aux côtés d'Achille Mbembé les Ateliers de la pensée. dont les

actes *Écrire l'Afrique-Monde* sont publiés en 2018. Il participe également au recueil *Osons la Fraternité*, coordonné par Michel Le Bris et Patrick Chamoiseau en soutien au GISTI (Groupe d'Information et de Soutien aux Immigrés). Il revient avec *Les lieux qu'habitent mes rêves*, roman initiatique et méditatif porté par Bouhel et Fodé, deux jumeaux sénégalais aux chemins de vie opposés ; l'un se prédestinant à une vie universitaire en France et l'autre, à une formation comme menuisier. De ce livre singulier se dégage une prose envoûtante et contemplative, invitant le lecteur dans une quête spirituelle et sentimentale aux côtés des protagonistes. Cette œuvre onirique s'inscrit dans le processus de décolonisation des représentations et des savoirs mené par le penseur.

Né en 1972 au Sénégal, il a été enseignant-chercheur à l'Université d'Orléans avant de revenir en 2007 au Sénégal, où il dirige aujourd'hui la faculté d'économie et de gestion de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis. En février 2012, il est parmi les leaders du mouvement "Devoir de Résistance", rassemblement d'universitaires opposés au coup d'État que constituait la candidature du Président sortant Abdoulaye Wade à sa propre réélection. Désireux de faire bouger les lignes, il est également le co-fondateur, avec Boubacar Boris Diop de la première maison d'édition de Saint-Louis : Jimsaan.

Également musicien et guitariste, ce brillant touche-à-tout évite les poses, les postures, et les faux-semblants. Contre le bavardage, Felwine Sarr s'emploie à « plonger sa plume au plus profond de soi » cherchant à toucher à l'essentiel de l'expérience humaine. En 2009, c'est en appelant au Jihad que Felwine Sarr entre en littérature... Non pas à la guerre sainte mais au véritable Jihad, "effort intense" selon le sens premier mais moins connu du Coran, qui est d'abord une guerre contre soi-même, contre sa propre part d'ombre. Son premier texte, *Dahij* "une guerre intérieure. Un jihad pour sortir de soi-même, de ma race, de mon sexe, de ma religion, de mes déterminations." Avec *Dahij*, il partage son cheminement intellectuel en rendant hommage à ses écrivains fétiches : « voilà les phares qui ont éclairé mes nuits, voici ceux qui, par une opération de transmigration derrière la paroi d'un texte, m'ont transmis force et lumière. Je me suis incorporé leurs mots, et ils sont devenus de la vie en moi ». Il reprend en 2012 le jihad intérieur dans ses *Méditations africaines*, recueil d'aphorismes lumineux préfacé par le grand philosophe sénégalais Souleymane Bachir Diagne.



L'Afrique n'a personne à rattraper. Elle ne doit plus courir sur les sentiers qu'on lui indique, mais marcher prestement sur le chemin qu'elle se sera choisi. Son statut de fille aînée de l'humanité requiert d'elle de s'extraire de la compétition, de cet âge infantile où les nations se toisent pour savoir qui a accumulé le plus de richesses, de cette course effrénée et irresponsable qui met en danger les conditions sociales et naturelles de la vie. Sa seule urgence est d'être à la hauteur de ses potentialités. Il lui faut achever sa décolonisation par une rencontre féconde avec elle-même. Dans trente-cinq ans, sa population représentera le quart de celle du globe. Elle en constituera la force vive. Un poids démographique et une vitalité qui feront pencher les équilibres sociaux, politiques, économiques et culturels de la planète. Et pour être cette force motrice, positive, il lui faut accomplir une profonde révolution culturelle et accoucher de l'inédit dont elle est porteuse. Elle doit participer à l'œuvre d'édification de l'humanité en bâtissant une civilisation plus consciente, plus soucieuse de l'équilibre entre les différents ordres, du bien commun, de la dignité.



Habiter le monde, c'est se concevoir comme appartenant à un espace plus large que son groupe ethnique, sa nation... c'est pleinement habiter les histoires et les richesses des cultures plurielles de l'humanité. Repenser notre présence au monde est le défi de notre époque. Cet essai de politique relationnelle invite à renouveler les imaginaires de la relation que nous établissons avec nos semblables et le vivant. L'auteur y appelle à une réinvention du politique et du langage afin d'habiter l'infini du monde. Il esquisse le projet d'une utopie généreuse et équilibrée reposant sur le principe de la relation au sein de laquelle la mise en commun des valeurs essentielles de la sécurité, la santé, l'alimentation, l'éducation et la

culture serait de l'ordre d'une gouvernance des communs universels, à l'abri des égos, des convoitises et d'une propriété privative de droits.

Un de ses projets de décolonisation à partager : :

« *La langue devrait être un espace de dialogue, d'échange et de féconde mutualité. On est actuellement plus de 200 millions de locuteurs du français dans le monde, avec une majorité d'Africains. C'est une langue qui est arrivée avec l'histoire coloniale et la violence de l'histoire coloniale. Mais, je me dis, un siècle et demi après, on devrait se l'approprier comme une de nos langues.* »



Que ce soit dans son quartier Villejean où elle vit ou à la Maison Internationale où elle milite depuis plus de vingt ans Fatimata est reconnue comme une belle personne toujours engagée auprès des femmes et des migrants. Elle faisait partie de la délégation rennaise qui portait à l'Union européenne le projet ICE dont elle avait été une initiatrice et une animatrice dévouée.

« Une infatigable combattante, intègre, une femme au grand cœur, une femme bien, notre ambassadrice » ainsi la désignent celles et ceux qui fréquentent la Maison de quartier de Villejean.

Elle préside l'association MATA qui lutte contre les violences faites aux femmes et elle aide aussi les migrants dans leurs démarches lorsqu'ils arrivent à Rennes.

Elle a participé à l'opération « **marrainage** » lancée par la MIR des années 2006 à 2013 et qui fut interrompue faute de financements malgré une réussite aussi remarquable qu'originale : il s'agissait pour des femmes en responsabilité (entrepreneuriale, politique ou associative) de mettre leurs compétences et leurs carnets d'adresse à la disposition d'autres femmes en manque de repères dans une société dont parfois elles méconnaissent les codes.

Elle était professeur de français et d'histoire et géographie lorsqu'elle a dû quitter le Niger et elle a repris des études à l'université de Rennes2 pour obtenir une maîtrise en sciences de l'éducation et un DEA en sciences humaines. Embauchée à l'UAIR (Union des associations interculturelles de Rennes) en 2008, elle en fut licenciée économique en 2014 et ce fut à nouveau une due épreuve pour elle. C'est dire son expérience vécue de la migration. « *J'aime porter la voix des invisibles, des faibles, des exclus* » dit-elle avec force et une grande modestie, autre qualité qu'on lui reconnaît. Qualités dont elle dit qu'elle tient de ses aïeux qui lui ont inculqué l'entraide, le sens de l'honneur et du service. Elle a d'ailleurs rendu hommage à son père en 2019 dans un livre « **Mon père, ce tirailleur nigérien** » (L'Harmattan).

Par ailleurs, elle est directrice générale d'une société créée par sa plus jeune fille, après ses études à Londres, qui a créé **Ibahis**, une boisson pétillante sans alcool à base de fleurs d'hibiscus achetées à une coopérative de femmes nigériennes, confectionnée en Normandie et qu'on trouve à Rennes dans les restaurants, bars et épiceries fines – encore une expérience et des qualités!

La MIR l'a désignée comme porte-parole de l'ICE, initiative citoyennes européenne portée par la Ville de Rennes et pour accompagner la Maire de Rennes Nathalie Appéré auprès du Parlement européen à Bruxelles du 2 au 4 mai...

Instaurée par le traité de Lisbonne signé en 2007, l'initiative citoyenne européenne est un droit d'initiative populaire en matière législative. L'ICE permet de demander à la Commission européenne d'examiner une proposition de loi dans les domaines relevant de ses attributions. Pour défendre une ICE, une pétition doit être signée par un million de ressortissants européens avec un nombre minimal de soutien dans au moins 7 pays de l'Union européenne. Plusieurs propositions d'ICE retenues ont été soumises au vote des habitants de Rennes Métropole début 2022 afin de sélectionner l'ICE à déposer devant la Commission européenne. Un comité de citoyens d'au moins 7 ressortissants européens a été constitué pour enregistrer l'ICE auprès de la Commission européenne et organiser la campagne de collecte d'un million de signatures. Le comité rennais dispose de 12 mois pour recueillir le nombre minimal de déclarations de soutien.

## Nul n'est à l'abri de ce qui arrive aux exilés

L'initiative citoyenne européenne (ICE) émanant de Rennes formule deux exigences auprès de la <commission européenne : d'une part assurer un accueil digne des personnes migrantes dès leur entrée sur le territoire européen en respectant leurs droits fondamentaux (alimentation, santé, logement, éducation et travail) et, d'autre part, demander une plus grande solidarité des Etats membres. Cette ICE doit maintenant rassembler au minimum un million de signatures. Le Comité d'organisation dispose de douze mois pour recueillir ces soutiens. La page de collecte est accessible via le lien : [dignity-in-europe.com](https://dignity-in-europe.com).

« *Ce qui ma touchée dans la démarche*, précise Fatimata, c'est qu'à l'origine ce sont des collégiens de Rosa PARKS, touchés par les conditions d'accueil des migrants dans leur pays, qui ont proposé de soumettre au vote et ont obtenu **une ICE pour défendre un accueil digne des personnes**.

A Bruxelles, Fatimata, comme on la connaît, était très intimidée et discrète. Mais elle a ému les représentants du Comité économique et social européen (Cese) en ne prenant qu'un fois la parole pour déclarer : « **Il a fallu des adolescents pour nous ramener aux valeurs que nous devrions leur inculquer : ces valeurs de dignité et d'humanisme qui sont le fondement même de notre humanité, le fondement de la <communauté européenne. Il nous appartient à nous adultes, d'être à la hauteur, de ne pas les décevoir. Nous avons le pouvoir, nous tous : élus, société civile, médias, de changer les choses. Alors faisons-le car nul n'est à l'abri de ce qui arrive à ces exilés.** »

# Des parents aident les enfants à sortir de la rue



**Un groupe de parents d'élèves s'active depuis des mois pour que les enfants de réfugiés ne passent pas la nuit sous des tentes. Il est devenu un acteur de premier plan.**

Ouest-France

**D'abord, ils n'avaient rien su. Pendant 5 ans, l'enfant scolarisé à l'école Sonia Delunay à Beauregard**

**dormait à la rue le soir après l'école. D'abord ils n'avaient rien vu.**

Le garçon travaillait bien et se montrait souriant. C'est quand sa famille a été expulsée alors qu'elle s'était installée avec d'autres dans un squat. Que les parents des camarades de l'écolier ont appris la situation dans laquelle le petit vivait. Lui et ses parents, d'origine albanaise étaient à la rue.

C'est de cette situation individuelle qu'est né le Collectif Elèves Protégés Rennes (CEPR) après l'évacuation de 2 campements par la police, sur ordre de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine. Lorsqu'ils entament leur mobilisation, au début de l'année scolaire, les parents d'élèves rennais ne savent pas qu'ils seront encore là huit mois plus tard.

Ils ont aidé plusieurs familles en leur cherchant un hébergement pour leur «éviter de passer la nuit dans un « campement de fortune ». Ils se sont relayés pour trouver quelques vêtements et leur fournir un peu d'aide dans leurs démarches administratives, sociales et sanitaires.

**En dehors de tout parti ou syndicat : une association spontanée**

Sophie est médecin, Camille est paysagiste conceptrice, Sonia calligraphe et enseignante en école d'art, Séverine, professeur de écoles; Les femmes sont majoritaires au sein du CEPR. Avec les pères investis, le groupe grimpe tout de même à 130 parents mobilisés. *Nous avons découvert notre force petit à petit. On arrive à trouver ensemble des solutions, résume Sophie. Expériences, savoir faire et réseaux...* » Ces parents d'élèves « mutualisent leur force » et imaginent des actions ciblées et évènements médiatiques, pour faire bouger élus et opinion publique.

Ils occupent des écoles, déploient des banderoles, collent des dizaines de clichés dans les rues de la ville, pour dénoncer l'extrême précarité dans laquelle vivent ces enfants et exiger des réponses « pour un hébergement durable » - face aux arrivées de migrants, nombreuses dans la capitale bretonne, les responsables politiques ne parviennent pas à leur garantir « un accueil digne ».

**Une quinzaine d'associations impliquées**

Sonia retrace: « L'idée n'était pas de faire la révolution.; On ne s'est pas positionnés comme ça. Mais nous ne pouvions pas rester sans rien faire ». Séverine abonde : Au début c'était : un camarade de mon enfant dort dehors et nous devons agir. Nous étions avant tout des parents. Mais nous étions aussi de potentiels électeurs rennais.

Leur engagement, en dehors de tout parti ou syndicat, acquiert très vite une portée politique. « Nos actions se sont multipliées. Le collectif a pris de l'ampleur et les élus ont commencé à considérer notre mobilisation »;

Le CEPR s'active autour d'autres associations installées depuis des années dans la paysage breton: UTUD (Un toit c'est un droit) à Rennes - UTOPIA 56 – Collectif M. Vincent – Secours populaire... Les parents d'élèves discutent à la Mairie avec Gaëlle Rougier (éducation) et David Travers (Solidarité).

Ils sont reçus par le secrétaire du Préfet.: « On s'était dit : on s'occupe seulement de l'hébergement, rappelle Séverine. Mais bien sûr, nous ne pouvions pas ne pas nous intéresser à leur situation administrative »

Les réfugiés sont originaires d'Albanie, de Géorgie, du Congo, de Mongolie. Pour la plupart des familles, la demande d'asile est déboutée : les parents sont considérés comme étrangers résidant en France sans titre de séjour.

**La force du collectif permet de tenir**

Après la mise à l'abri dans des écoles et chez des personnes qui s'étaient organisées pour se relayer, quelques uns de ces parents migrants sont logés temporairement dans des chambres d'hôtel en territoire métropolitain. Cinq familles vivent dans des maisons inoccupées, prêtées pour un temps illimité par un promoteur immobilier, dans le cadre de deux comodats : les logements sont gérés conjointement par une association de défense du droit au logement et des parents d'élèves. « C'est une solution palliative. Ils y vivent dans une cohabitation et une proximité subies nuance Sophie mais c'est mieux que rien! Toutes ces situations auront malgré tout un impact sur les enfants qui sont angoissés et développent des troubles du comportement ».

La médecin observe des carences et des problèmes sérieux de santé en même temps que des vraies difficultés à suivre des soins; « La précarité sociale rend les gens malades et ôte tout sens aux soins qu'on peut leur prodiguer, souffle-t-elle, parce qu'ils ne peuvent suivre le traitement qu'on leur donne ».

Le CEPR a huit mois ...et maintenant ? La trêve hivernale étant terminée, il va falloir recommencer.

**NB : une quinzaine d'associations sont membres du réseau Territoires accueillants 35 qui œuvre pour un meilleur accueil des migrants**



L'association « un toit c'est un droit » compte en 2015 plus de 280 sympathisants et 68 adhérents. Depuis sa création en 2012 (l'association est née d'une scission avec le DAL 35) on ne compte plus le nombre de familles qui ont été soutenues par l'association dans leurs démarches et nombreuses sont celles qui ont pu

grâce à cela, trouver un logement stable, décent et correspondant à leurs besoins. De nombreuses associations amies ont toujours été à leur côté.

# UN JEUNE SUR TROIS SERA AFRICAIN EN 2050



L'Afrique doit rester une priorité pour la France et pour l'Europe, estime Rémy RIOUX, le directeur général de l'Agence française du Développement (AFD) dans un article d'Ouest-France le 7 mai 2023.

**Quelle est la place de l'aide au développement aujourd'hui en France? En 2017 la France s'était engagée à consacrer 0,55% de notre produit intérieur brut (PIB) à l'aide au développement. Nous en sommes à 0,56% soit plus de 15 milliards d'euros, nettement au-dessus de la moyenne mondiale qui se situe à 0,36%.,**

## Et en comparaison avec d'autres pays?

Nous sommes le quatrième pays donateur. En montants, les Etats-Unis sont en tête de classement, mais ils ne consacrent que 0,15% de leur richesse nationale à la politique de développement..

## Notre pays est-il encore bienvenu en Afrique?

Parce que l'AFD est présente partout en Afrique, j'ai un point de vue un peu décalé par rapport à tout ce que je peux lire sur le retrait de la France et de l'Europe du continent. La France n'y a jamais investi autant qu'aujourd'hui, y compris dans la zone sahélienne. En Mauritanie, plus de la moitié de la population a désormais accès à l'assainissement, 2 fois plus qu'il y a 20 ans; En RDC, 200 000 habitants de Kabinda auront bientôt accès à l'énergie solaire. Au Bénin nous finançons la réhabilitation du site royal d'Abomey et la construction du musée qui accueillera les œuvres récemment restituées par la France.

## Vous ne sentez pas monter le sentiment anti-français?

Cette expression n'est pas la bonne. Elle est réductrice et donne l'impression que nous ne parlons que de nous-même. Un grand débat sur les liens entre l'Afrique et la France, passés, présents et futurs, est en cours, lancé par les autorités françaises elles-mêmes. Il est essentiel de parler à la jeunesse africaine, au moment où elle est en train de prendre les responsabilités elle-même.

**NDLR :** *Evidemment, comme il l'a dit lui-même il s'exprimait dans sa fonction à l'AFD mais il est clair qu'il ignore ou veut ignorer ce que tant de situations et de prises de positions en Afrique dont nous avons témoigné indique que la France n'y a plus la place qu'elle avait et parfois à cause précisément ce qu'il en était et ce qu'est le contexte mondial différent.*

## C'est la Chine qui prend le relais de la France?

Pas du tout. Les flux financiers chinois vers l'Afrique se sont effondrés depuis 3 ans et le Covid a refermé, un temps, la Chine sur elle-même. Les banques publiques de développement chinoises font face à la forte remontée des risques de remboursement des prêts qu'elles ont accordés. Comme nous avons dû le faire nous-mêmes il y a vingt ans, la Chine va devoir restructurer, dans un cadre multilatéral, sa dette. L'AFD a créé le mouvement Finance en commun, qui rassemble les 500 banques publiques existant dans le monde, pour avoir cette discussion le moment venu.

## Quelle est la place du climat dans l'agenda de l'AFD?\*

Il y a deux très grands sujets internationaux aujourd'hui ! L'appui aux pays et aux populations les plus vulnérables, c'est-à-dire les pays les plus pauvres et aussi ceux qui sont le plus exposés aux catastrophes climatiques. Car il faut s'adapter aux conséquences sur le développement des chaleurs extrêmes, des cyclones, de l'érosion des sols ou encore la perte accélérée de la biodiversité. Je pense à l'Afrique à nouveau confrontée en outre à une grave crise de financement cette année. La France dispose d'un outil respecté et efficace pour agir sur ces deux plans, puisque l'AFD est à la fois une agence qui fait des dons et une banque qui fait des prêts et des investissements 65% de nos opérations ont un impact positif pour le climat et toutes contribuent au développement durable.

**NDLR :** Mais quand cessera-t-on d'imposer à 15 pays le franc CFA (fabriqué et géré en France) qui donne l'impression d'être riche, explique l'ancien ministre du Plan du Togo Kako Nubukpo. *mais est néfaste au développement de nos économies.*

## Où faudrait-il mettre l'accent?

Il faut faire l'effort partout. Mais l'avenir climatique du monde se joue d'abord en Asie; Si l'Inde, l'Indonésie, le Vietnam, la Chine maîtrisent leurs émissions le plus rapidement possible, cela aura des conséquences positives en Afrique et aussi en France. Ce qu'on fait à l'étranger, c'est bien sûr dans l'intérêt de nos amis africains, asiatiques et latino-américains. Mais on le fait aussi dans l'intérêt des Français, y compris des pays du Sud et de leurs innovations. C'est en Inde qu'on saura avant nous ce que c'est que de vivre à 50° sur une longue durée et comment s'y adapter. Un grand Sommet se tiendra à Paris les 22 et 23 Juin, piloté par l'Inde et par la France pour bâtir un nouveau pacte financier mondial pour réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies.

## La question des réfugiés climatiques est déjà une réalité?

Autrefois les gens bougeaient. On les accueillait et souvent ils repartaient. Aujourd'hui ce n'est plus la réalité. Il y a de plus en plus de gens qui fuient l'oppression, la misère et aussi les zones du monde qui deviennent inhabitables à cause du climat. Il faut inventer des réponses nouvelles à cette situation nouvelle. C'est ce que font ensemble les mondes de l'humanitaire et du développement qui ont été trop longtemps séparés. L'un se concentre sur les réponses de moyen et long terme, en faisant confiance aux acteurs locaux qui ont été trop longtemps séparés et l'autre intervient avec des moyens extérieurs et massifs pour faire face à l'urgence. Car tous les camps de réfugiés se transforment un jour en ville. Le Comité International de la Croix-Rouge (CICR) et le Haut Commissariat aux réfugiés (HCR) consultent régulièrement notre Agence pour voir comment transformer ces camps en installant des lignes électriques, des réseaux d'assainissement ou en développant l'entrepreneuriat avec de la micro-finance;

# realpolitik vis-à-vis de l'Afrique



Depuis le début de l'année, le président français se montre très actif sur le front diplomatique africain. La France ne veut plus laisser la propagande russe prospérer et entend pour cela renouer ses liens politiques, économiques et sécuritaires avec ses partenaires. Emmanuel Macron et son épouse reçoivent

le président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, et son épouse à l'Élysée.

Le président du Tchad Mahamat Idriss Déby et le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, reçus à l'Élysée respectivement les 6 et 7 février, précédés du président de la Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara, le 25 janvier : en ce début d'année 2023, Emmanuel Macron s'active sur le front diplomatique vis-à-vis de l'Afrique. Et ce n'est pas tout : le chef de l'État doit se rendre début mars au Gabon, en République démocratique du Congo (RDC), en Angola et au Congo-Brazzaville.

"L'ours russe a réveillé le coq gaulois", constate le journaliste et écrivain Antoine Glaser, spécialiste de l'Afrique et co-auteur du livre "Le piège africain de Macron" (Fayard, 2021), en référence à la place prise par la Russie, et en particulier par le groupe paramilitaire Wagner, sur le continent africain.

"Lors de son premier mandat, à l'exception du Sahel et de la Côte d'Ivoire, Emmanuel Macron voulait éviter le traditionnel pré carré français en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, poursuit Antoine Glaser. Le début de son second mandat est marqué par un réinvestissement dans les pays qu'il avait jusqu'ici un peu boudés. C'est le retour de la realpolitik pour défendre les intérêts français stricto sensu."

La première tournée africaine du président français après sa réélection – au Cameroun, au Bénin et en Guinée-Bissau en juillet 2022 – a parfaitement illustré cette volonté. Le Cameroun occupe une place stratégique entre l'océan Atlantique et le Tchad, où sont positionnées les troupes françaises dans la région. Or, Yaoundé a signé un accord de coopération militaire avec la Russie en avril 2022. Y voyant une menace pour les intérêts de la France, Emmanuel Macron n'a cessé de dénoncer, dans les 3 pays visités, les agissements de la Russie en Ukraine, l'accusant d'être "l'une des dernières puissances impériales coloniales."

**Aujourd'hui, les Etats africains ont besoin de s'affirmer économiquement, de s'industrialiser, avec des partenaires qui leur donneront la capacité de choisir leur propre modèle. Ce développement, jusqu'ici très conditionné par l'Occident et qui n'a globalement pas fonctionné, est l'élément central qui structure la montée de ce sentiment anti-Occidentaux en Afrique, même si l'argument sécuritaire est davantage mis en avant.**

## « Joindre les actes à la parole, voilà ce qu'attendent les Africains »



Chercheur à l'Institut d'études de sécurité de Dakar, Fahiraman Rodrigue Koné décrypte le discours sur l'Afrique prononcé par Emmanuel Macron à l'Élysée, lundi 27 février. Pour le spécialiste ivoirien du Sahel, les orientations politiques et sécuritaires annoncées par le président sur le continent restent floues, symptôme

des divisions qui perdurent au sein de l'exécutif français sur la question.

**Quel point de ce discours vous a le plus marqué ?**

**Fahiraman Rodrigue Koné** On perçoit une fois de plus une volonté de changer profondément les relations avec l'Afrique. Mais cela fait des années que la France répète qu'elle veut davantage s'inscrire dans une logique de partenariat, de coopération avec les pays africains, insister sur l'accompagnement et la formation, pour africaniser les solutions, notamment sur le plan sécuritaire. Elle peine toutefois à convaincre, car cette transformation maintes fois annoncée n'a pas été très visible sur le terrain. Sauf au **Niger**, avec la réarticulation de « Barkhane » (opération antiterroriste française au Sahel, lancée en 2014) qui s'est opérée ces derniers mois.

**Le président a affirmé que la fin d'un cycle de l'histoire française en Afrique se clôturerait. Selon vous, la rupture annoncée aura-t-elle lieu ?**

Ces éléments de langage sont communiqués pour tenter de faire croire à une rupture profonde mais, pour l'instant, on ne voit pas comment elle va se matérialiser. En réalité, la politique africaine de la France reste dominée par l'aspect sécuritaire. Paris n'a pas annoncé la suppression de ses bases. Sa présence militaire sera donc maintenue sur le continent, même si, comme on l'annonce depuis longtemps, elle sera redéfinie.

**La France ne cherche-t-elle pas aussi à préserver des intérêts économiques ?**

Evidemment. On sait par exemple que le poids économique de l'uranium exploité par la France au Niger est colossal. Plus largement, Paris cherche à protéger des pôles économiques qu'elle avait pris pour acquis depuis toujours mais qui font aujourd'hui l'objet d'une concurrence accrue de la part de grandes puissances telles que la Chine ou l'Inde. Il s'agit de rester en compétition.

**Le président français a insisté sur la nécessité de passer d'une « logique d'aide » à une « logique d'investissement solidaire partenariale ».**

Paris a compris qu'il fallait changer son fusil d'épaule et construire désormais des partenariats économiques plus égaux avec les pays africains. Jusqu'à présent, la coopération est surtout basée sur la dépendance. La France donne mais impose aussi ses normes.

# Violences en Haïti: - 600 personnes tuées en avril À Mayotte, « délinquance de survie » des mineurs étrangers



En un mois, plus de 600 personnes tuées dans une « nouvelle vague de violences extrêmes »  
**Lynchages** « La situation d'urgence en matière de droits de l'homme appelle une réponse forte de toute urgence », a réclamé le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme.

Comment mettre fin à la spirale infernale et meurtrière actuelle à Haïti ? Plus de 600 personnes ont été tuées pour le seul mois d'avril dans « une nouvelle vague de violence extrême » qui a frappé plusieurs quartiers de Port-au-Prince, la capitale, a alerté l'ONU. « Au moins 846 personnes ont déjà été tuées au cours des trois premiers mois de 2023, auxquelles s'ajoutent plus de 393 personnes blessées et 395 enlevées au cours de la période, soit une augmentation de 28 % de la violence par rapport au trimestre précédent », ajoute un communiqué du Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme.

Haut-Commissaire Volker Türk dénonce « un cycle de violence sans fin en Haïti ». « La situation d'urgence en matière de droits de l'homme appelle une réponse forte de toute urgence », a-t-il demandé mardi.

## **Enlèvements, violences sexuelles...**

Dans un rapport trimestriel (janvier à mars) publié mardi, l'ONU souligne que la violence à Haïti ne devient pas seulement plus extrême et plus fréquente, mais qu'elle s'étend inexorablement à mesure que les gangs cherchent à étendre leur contrôle. Des zones de la capitale auparavant considérées comme sûres, notamment Kenscoff et Pétion Ville, ainsi que le département de l'Artibonite, sont désormais touchées.

Les enlèvements (au moins 395 au premier trimestre 2023) sont en augmentation de 12 % par rapport au trimestre précédent, et la violence sexuelle continue d'être utilisée comme une arme par les gangs pour s'imposer par la terreur et faire souffrir la population.

Parmi les autres modes opératoires utilisés par les gangs, le rapport recense des incidents au cours desquels des tireurs embusqués ont fait feu sans discernement sur des passants ou sur des habitations. Des personnes ont aussi été brûlées vives dans les transports publics

## **Autodéfense des habitants**

Le rapport met par ailleurs en évidence l'émergence de groupes d'autodéfense, appelés « brigades de vigilance », suite aux appels lancés par certaines personnalités politiques et journalistes pour que les citoyens s'organisent pour lutter contre la violence des gangs. Ces groupes sont à l'origine de lynchages collectifs et ont entraîné la mort d'au moins 75 personnes, dont 66 membres de gangs, au premier trimestre, selon le rapport.



À Mayotte, la vie est un enfer pour de nombreux mineurs livrés à eux-mêmes, après l'arrestation et l'expulsion de leurs parents vers les Comores voisines. Sans prise en charge de l'État français, et face à des associations débordées, ils sombrent dans la délinquance. Une situation explosive sur une île avec 50 % de mineurs, et 84 % de la population sous le seuil de pauvreté.

Entre les quatre murs violets de la pièce éclairée par le soleil qui passe entre les barreaux de l'unique fenêtre, une quinzaine d'enfants récitent les sept jours de la semaine. « Aujourd'hui, on apprend à lire le français avec les syllabes », explique Ikham, huit ans, en s'appliquant sur sa prononciation. Le petit garçon vit dans le bidonville de M'Tsapéré, à l'est de Mayotte, et vient régulièrement au Village d'Eva, une association qui vient en aide aux familles sans-papiers. Comme 5 000 à 10 000 autres enfants de l'île, selon une étude parue en février, Ikham n'a pas sa place dans les écoles publiques de Mayotte.

Chaque année, l'association accueille plus de 800 mineurs, dont les parents sont en situation irrégulière, dans ses salles de classe. Une goutte d'eau par rapport à l'océan d'enfants non scolarisés. « Nous avons commencé en organisant des cours dans la rue, dans les bidonvilles. Maintenant, on ouvre des classes continuellement », se félicite le directeur, Sébastien Danjean, qui entend bien poursuivre son œuvre.

## **« Beaucoup de parents ont peur »**

Mais depuis quelques semaines, les bancs des salles de classe se font plus clairsemés. Depuis le début de l'opération Wuambushu, près de la moitié des élèves ne viennent plus en cours. Ils craignent les renforts policiers envoyés sur l'île par le ministre Gérald Darmanin pour lutter contre la délinquance, l'immigration illégale et les bidonvilles. « Beaucoup de parents ont peur de déposer leurs enfants et d'être arrêtés dans la foulée et expulsés. Certains bénévoles en situation irrégulière non plus n'osent plus venir », regrette le directeur.

Avec l'opération Wuambushu en cours, la police est partout sur l'île. Une omniprésence qui attise les craintes des sans-papiers présents dans le plus pauvre département de France. Les étrangers se cachent sur tout le territoire mahorais pour éviter d'être renvoyés dans leur pays d'origine. « *Tous mes enfants sont nés ici, je ne vais pas les laisser tomber quand même* », énonce Issouf dans un français difficile. Selon lui, il a déjà eu « *plusieurs titres de séjours* » valables un ou deux ans. Mais sur l'île, « *les temps d'attente sont tellement longs qu'on peut perdre son titre de séjour avant même qu'il soit renouvelé* ».

## Au KENYA, Eglises et pasteurs hors de contrôle



Un suicide de masse dans une secte évangélique a fait plus d'une centaine de morts au Kenya dont une majorité d'enfants. Ce pays profondément croyant toutes religions cherche à comprendre et à découvrir pourquoi un tel drame. Les premières autopsies donnent à penser à un jeune meurtrier mais aussi des victimes auraient été étranglées et battues à mort.

Dans ce pays où 98% de la population (53 millions d'habitants) se déclare affiliée à une religion et 85,5% au christianisme, le contrôle des innombrables églises indépendantes évangéliques ou pentecôtistes reste problématique – ou plus exactement celles-ci sont de plus en plus fréquentées notamment parmi les populations les plus pauvres qui croient y trouver une ressource à leur misère.

« Pendant longtemps au Kenya, il y eu d'importantes tensions entre l'Eglise et l'Etat, jusqu'en 2010, lorsque la nouvelle Constitution a entériné la liberté d'association et la liberté de croyance. » explique un professeur d'étude des religions. Le contexte de désespoir social et de perte de repères est propice au développement du christianisme évangélique et pentecôtiste dans le monde entier et particulièrement en Afrique. ET à l'enrichissement des pasteurs qui mènent une vie scandaleusement opulente sur des injonctions aux fidèles telles que « *ceux qui donnent ne manquent jamais!* » Ces églises sont de plus en plus nombreuses dans les zones rurales et urbaines à faible revenus. Comme des sectes, elles en souscrivent même pas à des valeurs religieuses

Après le massacre de Shakaola, le député local Owen Baya a appelé à prescrire des lois qui réglementent les activités de ces églises encore qu'on sache que les fidèles sont totalement assujettis à leur pasteur qui a ainsi les pleins pouvoirs.

Le président de l'Association de l'Eglise et des clergés – qui y perdent leurs troupeaux – a conseillé au gouvernement d'obliger les Eglises à se rattacher à une organisation cadre capable de les surveiller grâce à leurs réseaux locaux.

Ezékiel MUTUA qui dirigeait en 2011 le Conseil de classification des films, agence gouvernemental qui avait, la première, dénoncé le discours radical télévisé du pasteur Mackenzie, encourage à la mise en place d'un code d'éthique accepté par tous. Plusieurs tentatives de régulation ont avorté dans le passé. Pourtant il a bon espoir: « *Pour une fois, tout le monde dans le pays semble être d'accord, il faut faire quelque chose. Nous attendons donc rapidement un cadre juridique pour réglementer les institutions religieuses.* ».

## Au Botswana, ouverture de la chasse à l'éléphant



Très controversée, la saison de chasse à l'éléphant 2021 s'est ouverte mardi 6 avril au Botswana où la Covid-19 a empêché la saison 2020, a annoncé mardi à l'AFP le directeur de l'organisme public chargé de la faune et des parcs nationaux, Kabelo Senyatso. Les autorités ont délivré des permis de tuer 287 d'entre eux d'ici à la fin de la saison, fin septembre.

Le Botswana, pays enclavé d'Afrique australe abrite environ 130 000 éléphants, la plus importante population de ces animaux au monde. En 2019, le Botswana a levé une interdiction totale de la chasse, instaurée cinq ans auparavant pour inverser le déclin des populations d'éléphants et d'autres espèces. Cette levée avait suscité la colère des défenseurs de l'environnement.

L'Association des producteurs de faune sauvage du Botswana (BWPA), qui regroupe des professionnels de la chasse, a salué la reprise, assurant qu'elle allait permettre aux communautés locales de retrouver des revenus. « *Depuis que nous avons ouvert ce matin, nous avons eu des clients sur le terrain, certains venant d'aussi loin que l'Amérique* », a affirmé mardi sa porte-parole.

Les riches chasseurs de trophée déboursent de fortes sommes pour obtenir l'autorisation d'abattre un animal, de l'argent qui, selon les partisans de la chasse, bénéficient ensuite aux communautés locales.

Mais certains défenseurs de l'environnement comme Map Ives s'interrogent sur la façon dont sont établis les quotas de chasse et s'ils se fondent sur les preuves scientifiques concernant la population d'éléphants et sa pérennité.

« *Je comprends que la chasse puisse être utile en tant qu'outil de gestion* » de la faune, « *mais cela devrait être fondé sur la science. Or, malheureusement, au Botswana, nous n'avons pas les ressources financières ou la main-d'œuvre formée pour des recherches sur la population des différentes espèces* » d'animaux sauvages, a-t-il expliqué.

### Les éléphants d'Afrique sont officiellement menacés d'extinction

De nombreux éléphants du Botswana se déplacent en traversant les frontières de la Namibie, de la Zambie et du Zimbabwe voisins. Les quatre pays ont appelé à une levée de l'interdiction mondiale du commerce de l'ivoire, en raison de la croissance de la population d'éléphants dans certaines régions.

Des décennies de braconnage et la destruction de leur habitat ont décimé les populations d'éléphants d'Afrique, a alerté en mars l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) qui classe l'éléphant de savane (*loxodonta africana*) « *en danger* » et considère son cousin plus petit, l'éléphant de forêt (*loxodonta cyclotis*) en « *danger critique d'extinction* ».





**Coumba D. Sow, née à Saint-Louis au Sénégal a été citée parmi les 100 femmes les plus influentes d'Afrique en 2022. Elle est une fonctionnaire internationale à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et aujourd'hui représentante résidente et Directrice pays de la FAO au Rwanda.**

Mme Sow s'est dite très enthousiaste à rejoindre et à servir dans un pays qui a fait de si grands pas vers la réalisation des objectifs de développement durable, note un communiqué. Elle n'en a pas moins mentionné la remarquable croissance économique inclusive du Rwanda au cours des 28 dernières années qui est source d'inspiration pour beaucoup.

Agroéconomiste et spécialiste des politiques publiques, elle a été formée à Sciences Po Paris, l'Université de Londres et en agroalimentaire à l'Ecole supérieure de la coopération agricole et des industries agro-alimentaire de Montpellier.

Depuis 2017, elle est chargée des actions d'urgence humanitaire et de résilience, pour la FAO, dans la sous région Afrique de l'Ouest et Sahel.

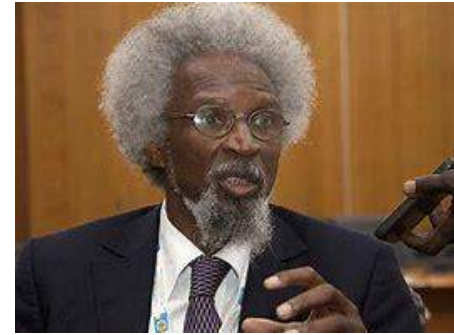
Coumba D. Sow travaille à l'amélioration des moyens de vie des populations vulnérables du Sahel dont la sécurité alimentaire et nutritionnelle est régulièrement menacée. Elle défend l'utilisation des savoirs endogènes des populations elles mêmes dont l'agroécologie et les investissements des pays pour réduire les vulnérabilités et créer les conditions de développement de l'agriculture. Inspirée de l'expérience brésilienne issue du programme Fome Zero, elle a lancé en 2018 l'initiative de la FAO : **1 million de citernes pour le Sahel** - initiative visant à faciliter l'accès à l'eau pour les communautés rurales exposées au changement climatique.

Elle participe, invitée par Achille Mbembé et Felwine Sarr, aux Ateliers de la pensée, événement regroupant chercheurs, artistes et acteurs de la société civile à réfléchir aux défis du continent africain et du monde. Coumba D. Sow a traité de *Résilience climatique et savoirs ancestraux au Sahel* aux côtés de Kako Nubuko, Alioune Sall Paloma, Emmanuel Ndoye.



**Kako Nubukpo est un homme politique et macroéconomiste togolais né à Lomé en 1968 a été ministre de la prospective et de l'évaluation des politiques publiques du Togo du Togo de 2013 à 2015. Après la pandémie du Covid, il invite les pays africains à voir cette crise comme une occasion de réorienter leur économie vers un modèle plus « équitable et durable ».**

Il défend l'abandon du franc CFA pour les États d'Afrique de l'Ouest. À ce titre, il dirige l'ouvrage collectif *Sortir l'Afrique de la servitude monétaire*. Il prend également position en faveur d'un changement de politique monétaire de l'UEMOA, arguant que les pays pourraient davantage puiser dans les réserves de leurs banques centrales.



**Alioune SALL est le fondateur et directeur exécutif de l'African Futures Institute, un groupe de réflexion panafricain créé en 2004 et spécialisé dans les exercices de prospective, la recherche et le développement des capacités. L'Institut, basé à Pretoria (Afrique du Sud) a fourni un soutien technique à plus de 20 pays africains engagés dans des études de perspectives à long terme ou leur opérationnalisation.**

L'Institut a également été consulté par la Commission de l'Union africaine et ses agences, ainsi que par plusieurs agences bi et multilatérales de coopération et de développement.

Avant de créer l'*African Futures Institute*, Alioune Sall a mené une brillante carrière au sein du Programme des Nations Unies pour le développement. Les postes qu'il a occupés au PNUD comprennent: Coordinateur régional du Programme pour l'avenir de l'Afrique (1997-2003); Chef du Bureau de l'Administrateur assistant du PNUD pour l'Afrique (1995-1997); Chef du Bureau de liaison du PNUD en Afrique du Sud (1993-1995); Conseiller principal au Bureau des politiques et de l'évaluation des programmes (1988-1993); Conseiller technique au CILSS sur le développement des ressources humaines (1979-1986). Avant de rejoindre le PNUD, Alioune Sall a travaillé avec l'Institut des Nations Unies pour le développement économique et la planification (IDEP) et ENDA en tant que chercheur et conférencier de 1975 à 1979.

Alioune Sall a aussi occupé des postes de conseiller spécial de plusieurs chefs d'Etat africains et conduit des missions de consultation de haut niveau en qualité d'Envoyé Spécial sur l'Agenda 2030 des Nations Unies ou le programme de l'Union Africaine sur les Arts, la Culture et le Patrimoine.

Alioune Sall est directeur de plusieurs ONG internationales et membre du comité de rédaction de revues savantes et de publications axées sur les politiques, y compris la revue prospective parisienne *Futuribles*.

Les intérêts de recherche et d'enseignement d'Alioune Sall sont les études de prospective, la planification et la vision du développement, les transitions démocratiques, la gouvernance, la politique des relations économiques internationales, l'économie politique des pays africains. Il est l'auteur de plusieurs publications, y compris des livres et des contributions à des livres, des articles de revues, des critiques de livres et des rapports de consultants. Les plus importants parmi eux sont : *Afrique 2015: quels futurs possibles pour l'Afrique subsaharienne?* et *La compétitivité future des économies africaines*.

Alioune Sall est titulaire de diplômes d'études supérieures en philosophie, études du développement et d'un doctorat en sociologie.

# Une élève menacée d'expulsion à Mordelles



Une élève guinéenne est sous le coup d'un transfert dans le cadre de la procédure Dublin. La famille pourrait être amenée à quitter la France incessamment. Le personnel du collège a organisé un mouvement de soutien à la famille devant l'entrée de l'établissement. Des

personnels non enseignants, des parents d'élèves et des représentants d'association comme Tabitha solidarité se sont joints à eux.

Nous sommes surpris et indignés par la violence du procédé, expliquent les enseignants, l'arrêt date de décembre dernier et la famille, faute de soutien, n'a pas déposé de recours. Les conséquences de son application serait désastreuse pour notre élève et sa famille. Cette élève est très bien intégrée dans sa classe. Les liens établis avec la communauté scolaire seraient anéantis du fait de cet arrêté de transfert. Et comment expliquer une telle décision à ses camarades de classe et du collège.

C'est une élève brillante, curieuse, polie travailleuse, avec une très forte volonté de réussir » assure la professeure principale de la collégienne. « Son intérêt et celui de son petit frère est de pouvoir poursuivre leur scolarité et leurs projet d'étude en France, en toute sécurité et de bénéficier de la présence de leur mère qui puisse leur garantir protection et stabilité » insiste le directeur du collège.

Un courrier a été envoyé au recteur d'académie, au président du Conseil départemental et à la presse pour attirer l'attention sur le cas de cette famille.

D'après Ouest-France

La situation est indigne et contraire au droit fixé dans la Convention internationale des droits de l'enfant qui impose le droit d'accès à l'école pour toutes et tous. Dans toutes les décisions concernant les enfants, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale. Et une fois encore la politique de Darmanin passe

# REGROUPEMENT FAMILIAL : DÉLAIS TROP LONGS DANS L'ESSONNE



Ces habitants de l'Essonne ont effectué des demandes de regroupements familiaux. Ils se sont réunis en collectif face au silence de la préfecture. Certains attendent une réponse depuis trois ans. Des familles déchirées par les procédures de regroupement familial tentent de débloquer des situations qui s'enlisent.

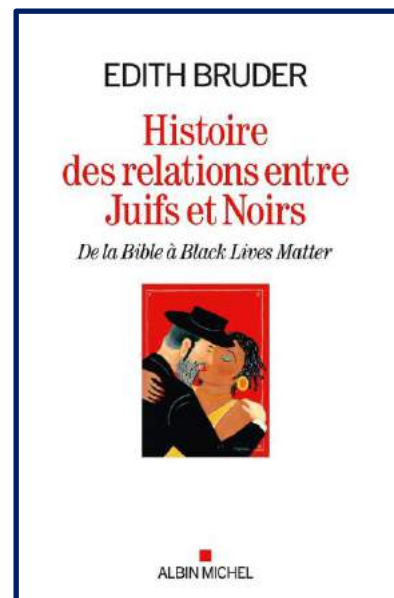
Karim est Tunisien. C'est en Tunisie qu'il obtient son diplôme, rencontre sa femme, devient papa d'une petite fille. En 2018, il décroche le poste de ses rêves, sauf qu'il est basé à Paris. Karim part seul s'installer en France car sa femme et sa fille n'ont pas le droit de le suivre. Il met alors tout en œuvre pour faire une demande de regroupement familial. Dès lors qu'il réunit toutes les conditions, il dépose son dossier. On est alors en février 2021. Mais depuis il attend. Cela fait plus de deux ans que l'administration française ne donne pas suite, et qu'il est obligé de voir sa fille de 5 ans grandir à travers l'écran de son téléphone. *Mon quotidien c'est d'appeler ma fille sur le téléphone le matin, et le soir. Mais je suis triste, je suis seul. Je suis allé à Tunis juste parce qu'elle m'a dit que je lui manquais, j'avais les larmes aux yeux. Ne pas voir ma fille grandir, c'est ça qui me manque*", explique-t-il.

La situation est tellement dramatique qu'une cinquantaine de familles, toutes nationalités confondues, ont décidé de créer un collectif. A sa tête Halim, qui attend pour retrouver sa femme et ses deux enfants depuis deux ans et demi. *"Peut-être qu'ensemble on va réussir à faire entendre notre voix. On sait très bien qu'il y a des démarches à respecter, mais aujourd'hui on est dans un désarroi total. On est accroché tous les jours à nos boîtes aux lettres, avec attente mais aussi hantise d'avoir un refus"*, témoigne-t-il

## POURQUOI ÇA PREND AUTANT DE TEMPS ?

En fait, la demande de regroupement familial se fait en deux temps. L'Office français de l'immigration et de l'intégration, reçoit la demande, vérifie qu'elle est recevable. Cela prend déjà un certain temps. Ensuite, tout passe dans les mains de la préfecture. Et c'est là que ça coince dans l'Essonne. Le préfet doit légalement donner sa réponse en 6 mois. Sauf que nous avons vérifié. Nous avons pris toutes les données de la cinquantaine de familles du collectif et sorti nos calculatrices. En moyenne, à la préfecture de l'Essonne, les dossiers sont bloqués depuis 11 mois. A titre de comparaison, Lille répond en deux mois, à Lyon tout se fait en 8 mois.

La préfecture de l'Essonne se défend et met tout sur le dos de l'Ofii et du Covid. Dans son enquête, l'Ofii doit vérifier le logement des demandeurs de regroupement familial. Mais avec le Covid toutes les visites étaient en pause. Et n'ont pu reprendre qu'à la sortie de la crise sanitaire. Effet d'engorgement oblige, l'Ofii a pris du retard, et la préfecture aussi. Pourquoi l'Essonne a été touchée plus que les autres, alors que le coronavirus a paralysé toute la France ? La préfecture ne l'explique pas.

**«La théorie décoloniale ou l'invention d'un ennemi commun»**

Edith Bruder est anthropologue, chercheuse associée au CNRS (France), à l'Université d'Afrique du Sud (UNISA) et à l'ISGAP, New York. Ses recherches sont centrées sur la construction d'identités juives en Afrique sub-saharienne depuis le XXe siècle, sur les mouvements judaïsants marginaux et les identités juives singulières, ainsi que sur les relations entre groupes discriminés. Elle est l'auteure de nombreux ouvrages et articles scientifiques en France et aux États-Unis parmi lesquels, *Black Jews, Les Juifs noirs d'Afrique et le mythe des Tribus perdues* (Albin Michel, 2014) ; *Juifs d'ailleurs, Diasporas oubliées et identités singulières* (Albin Michel, 2020). Dans *Histoire des relations entre Juifs et Noirs. De la Bible à Black Lives Matter* (Albin Michel, 2023) elle revient sur

**l'histoire des relations entre ces deux minorités stigmatisées, parfois comparées, et dont les luttes s'entrecroisent.**

Les idéologies raciales, antisémitisme et négrophobie, sont constitutives du développement de l'histoire moderne et partagent des analogies profondément enracinées dans la pensée occidentale. En dépit des principes de tolérance des Lumières, Juifs et Noirs, les « frères de malheur » — désignés comme tels par Fanon —, prisonniers de l'identité essentialisée qui leur a été imposée, ont eu en commun au cours du temps la dépréciation et la stigmatisation de leur apparence et de leurs mœurs, de façon souvent similaire.

Les parcours des Noirs et des Juifs — antisémitisme et racisme, crimes nazis, esclavage, crimes coloniaux et ségrégation — ne se limitent pas aux stéréotypes qui leur ont été attribués, aux violences raciales et aux migrations forcées qu'ils ont subies. Si leurs histoires sont à la fois distinctes et communes, leurs pensées et leurs discours, qui les ont souvent rapprochés, les ont également éloignés.

Ce livre est consacré à l'épistémologie de leurs perceptions réciproques, à leurs rencontres, à leurs échanges, à leurs alliances, aux combats partagés et à leurs conflits, dans le but de restituer la relation entre Noirs et Juifs telle qu'elle s'est tissée au cours de leur parcours symbolique et historique. Le sujet a été l'objet d'une floraison d'études — en grande partie aux États-Unis — sur les destins associés des deux communautés. Ces recherches, publiées à partir des années 1960, examinaient en particulier la coopération entre les deux groupes au sein du Mouvement des droits civiques mobilisé contre la ségrégation raciale. Leurs dissensions ultérieures ont par la suite été l'objet de débats passionnés.



Psychiatre fraîchement débarquée à Mayotte pour un remplacement, Patricia Janody découvre l'odeur caractéristique de l'Île : un mélange d'Ylang-ylang et de décharges de bidonvilles. Beauté des paysages et misère des populations, déchirées par des frontières arbitraires qui rendent brutalement obsolètes les modes d'inscription subjective traditionnels. Elle y rencontre aussi une psychiatrie empêtrée dans une réalité linguistique, administrative et culturelle d'une complexité déroutante.

Au fil des ans, elle y reviendra pour de courts séjours, « préposée à l'accueil de ce qui fait retour » : le symptôme. Une femme endeuillée qui erre à travers champ, un homme couvert d'excréments dans un service de psychiatrie flambant neuf... Autant d'occasions d'exercer une pratique clinique attentive aux effets de langues, aux impératifs politiques et territoriaux, pour mieux démêler ce qu'un pouvoir tatillon voudrait soumettre à des grilles sémiologiques préétablies.

Née d'un père qui a fait la guerre d'Algérie, Janody dans son enfance n'a que très peu entendu son père parler de l'Algérie. Il avait tout oublié ou cherché à se faire oublier les affres de la guerre. En dehors de ce mutisme, le père dans un climat de peur, se protégeait et faisait protéger ses enfants, obsessionnellement, contre toute conduite d'hygiène à risque, s'écartant des mœurs françaises. En plus de cette peur des maladies tropicales, le père développa une aversion pour les senteurs ou autres condiments, venus de cet ailleurs, susceptibles de bousculer la certitude du répertoire de ses goûts français. « *Je sens bien que je ne sens pas seulement ce que je sens. Quand je retrouve l'odeur de Mayotte, je ne retrouve pas seulement l'odeur de Mayotte, dernière venue de l'histoire coloniale française, mais l'odeur de la guerre d'Algérie dont mon père a tant travaillé à se défaire. Activant une mémoire qui n'est pas propre, dans aucun cas des deux sens du terme, qui peut même se qualifier de sale mémoire. Je ne sais pas au juste ce que je suis venue chercher à Mayotte, mais s'il s'agit de cette odeur récurrente, j'ai pu dire qu'elle m'a rattrapée.* ».

Dans cette quête de l'indéfinissable, Janody s'inspire de Fanon et trouve que le système colonisateur produit des maladies mentales qu'il entreprend ensuite de traiter. Le cas de « Ahmed » une patiente qui vient consulter pour dépression en est bien illustrateur. Docteur Janody est surprise qu'une femme porte un prénom masculin. Et la dame avec l'aide de l'interprète de lui expliquer que jusqu'à un passé récent un nouveau-né mahorais recevait un nom à trois niveaux de filiation : nom du nouveau-né + nom du père + nom du grand-père. Avec l'avènement de la déclaration de l'état civil, l'administration française a imposé un nom composé de deux parties : prénom + patronyme. C'est dans cette nouvelle appellation que la patiente s'est trouvée avec un nom masculin. Quand bien même, son nom féminin continue à être d'usage dans son village.



**« On ne peut pas se contenter de vendre des livres, on doit changer le monde »**

Rodney Saint-Eloi a créé en 2003, à Montréal, la maison d'édition Mémoire d'Encrier.

Poète, romancier, essayiste, éditeur, Rodney Saint-Éloi :

***Vous faites tout sans céder jamais à l'exigence, parlez nous de votre vie d'écriture.***

J'aime l'étiquette d'écrivain-éditeur, parce que l'éditeur est un homme qui vit dangereusement, il doit être dans l'altérité, regarder l'autre et, en même temps, être en soi. Or aujourd'hui, toutes nos lectures sont interrompues. Le métier d'éditeur apprend à se cacher pour lire. Césaire avait une formule, il disait qu'il faut être solitaire et solidaire, on se cache pour comprendre le monde, pour être conduit jusqu'à l'Autre et dénouer les nœuds dans la relation, et c'est infini, parce qu'un livre apporte toujours d'autres questions. Avant, je travaillais avec la relation et le tout-monde de Glissant, mais après avoir publié *le Contrat racial* de Charles Mills, je considère les choses autrement. Je crois que c'est cela penser, c'est penser tous les jours et penser aujourd'hui autrement qu'hier. La question que Charles Mills m'a forcé à me poser, c'est : **comment Glissant aurait-il reformulé le Tout-Monde après avoir lu *le Contrat racial* ?** Beaucoup d'intellectuels africains francophones à qui j'ai posé la question n'avaient pas lu *le Contrat racial*, il n'était pas parvenu jusqu'à eux en anglais. Pourtant, il a connu un grand succès dans le monde anglophone, mais quand je vois ce qui se passe au niveau de la traduction, je me pose la question des angles morts, de tout ce qui a été *silencié*. Comment respecter les voix et les imaginaires de tous ces peuples qui ont été *silenciés* ? Comment peut-on passer à côté de certains livres ? De ce point de vue, être écrivain est nécessaire, parce que cela nourrit le regard que je porte sur l'écriture, comme si je savais ce que sont les recettes, et les recettes, il y en a trop, alors que je cherche quelque chose de neuf et de bouleversant.

***Vous pensez que l'éditeur doit toujours porter une utopie ?***

En tout cas, il doit révéler. C'est pour moi une éthique, on doit changer le monde, c'est-à-dire changer le regard. Et ne jamais oublier l'intimité d'êtres humains qui se rencontrent. On lit un auteur et ça nous rend vivant. Je croyais être seul et je me rends compte qu'il y a une cosmovision, je suis partie prenante de quelque chose qui est plus grand que moi et je ne le savais pas. On ne peut pas être éditeur, si on n'est pas indépendant, si on ne peut pas accepter la diversité de ton, de langage, de couleur, et accepter d'autres voix que la nôtre. Le livre, c'est un risque, éditer, c'est avoir la conscience d'une individualité, être au-dessus et donner le meilleur, simplement, il ne s'agit pas de plaire ou de séduire. Les petites maisons d'édition, comme les pays placés face à l'extrême, amènent des choses en marge, or les marges ont toujours révolutionné les centres. Il faut laisser entrer en soi ces marges subversives.

## Réquisitoire poétique contre un système pervers



**"Nous sommes tous des migrants"**

La talentueuse et très prolifique Ken Bugul, aujourd'hui septuagénaire, a écrit un roman de plus, une fable politique et poignante, qui s'éloigne de sa veine autobiographique habituelle.

Elle n'avait pas écrit depuis huit ans, et elle a aujourd'hui 75 ans, mais force est de reconnaître que Ken Bugul n'a rien perdu de sa force et de sa lucidité.

**Le Trio Bleu, son onzième ouvrage, constitue un diagnostic sans appel sur le mirage de l'immigration vers l'Occident, et tous les innombrables drames qu'elle engendre.**

Selon Ken Bugul, il s'agit de déconstruire sans plus attendre toute cette mythologie : celle selon laquelle si on part en Europe, on aurait réussi, et à quel prix ! La romancière nous rappelle toutes les étapes d'une véritable descente aux Enfers - incluant humiliations sans fin, famine et esclavage en Libye. La Terre Promise se trouve-t-elle véritablement au bout de cet interminable calvaire, en France, ou, pour reprendre le nom du roman, "Réewma" ? Ken Bugul nous montre aussi que les migrants africains sont souvent victimes de détournements de fonds et d'extorsions de la part de leurs soi-disant proches. Ici les nombreux virements que fait parvenir Goora à son oncle avec difficulté et qui devaient payer la construction d'une villa ne servent en fait qu'à enrichir ce dernier. Son oncle se révèle d'ailleurs dépourvu du moindre scrupule, puisqu'il va même jusqu'à subtiliser la promesse de Goora. Avec courage et une langue bien aiguisée, Ken Bugul dénonce ce qu'elle nomme un "système pervers" qui gangrènerait selon elle le pays - ou continent ? - qu'elle appelle "Jolof". Pour le prouver, voici un extrait éloquent du roman : "Dans une société devenue matérialiste par la faute des dirigeants qui avaient fait de leurs peuples des résignés, de leurs acolytes opportunistes et de leurs proches, des "subitement milliardaires", ce nouveau statut de considérés avait beaucoup affectés les hommes. Un homme instruit, éduqué, cultivé, érudit, honnête, digne, n'y avait plus sa place. La valeur d'un homme ne se mesurait plus que par ses villas, ses voitures de luxe, son train de vie de pacha, ses voyages à Dubaï, Paris, Rabat ou Houston. L'homme en était réduit à l'apparence et à l'avoir. Inversion de statut : 'Sois riche et tais-toi !'".

Le sujet n'est pas nouveau, mais Ken Bugul a sa langue à elle, à la fois poétique et tranchante, sarcastique et aérienne. Amer et mélancolique, **Le Trio Bleu** n'en contient pas moins de l'espoir. Certaines réalités resteraient authentiquement belles, et il faudrait pouvoir les voir. La solidarité, l'amitié, la poésie, le ciel, et les oiseaux. Même le redoutable système pervers ne pourrait nous empêcher d'y goûter !



UNE FEMME PALESTINIENNE PORTE SON ENFANT DEVANT UN GRAFFITI DE L'ARTISTE BRITANNIQUE BANKSY SUR LE MUR DE SÉPARATION D'ISRAËL, PRÈS DU POSTE DE CONTRÔLE DE L'ARMÉE ISRAËLIENNE DE QALANDIA © GETTY IMAGES

Les lois, politiques et pratiques destinées à maintenir un système cruel de contrôle sur la population palestinienne ont abouti à une fragmentation géographique et politique des Palestiniens, souvent paupérisés et vivant constamment dans la peur et l'insécurité. Le terme « apartheid », à l'origine, a été utilisé pour désigner le régime politique de l'Afrique du Sud à l'époque où celle-ci imposait explicitement la ségrégation raciale, ainsi que la domination et l'oppression d'un groupe racial par un autre. Il a été adopté pour condamner et réprimer pénalement de tels systèmes et pratiques, où qu'ils existent dans le monde.

### POURQUOI AMNESTY INTERNATIONAL FAIT CAMPAGNE CONTRE L'APARTHEID ?

L'apartheid est inacceptable, où que ce soit dans le monde. Alors pourquoi le monde a-t-il accepté l'apartheid envers le peuple palestinien ?

Les droits humains ont longtemps été relégués à un rang secondaire par la communauté internationale, face au combat mené et aux souffrances subies par la population palestinienne depuis des dizaines d'années. Les Palestiniens et Palestiniennes confrontés à la brutalité de la répression israélienne réclament depuis plus de 20 ans que le régime israélien soit considéré comme une forme d'apartheid. Au fil du temps, une reconnaissance internationale plus large du traitement réservé par Israël aux Palestiniens comme un apartheid a vu le jour.

Pourtant, les États qui avaient la responsabilité et le pouvoir d'agir se sont refusés à prendre des mesures concrètes pour obliger Israël à rendre compte de ses agissements. Ils ont préféré se cacher derrière un processus de paix moribond, au détriment des droits humains et de l'obligation de rendre des comptes.

Malheureusement, aujourd'hui, il n'y a aucun progrès vers une solution juste et la situation des droits humains s'aggrave pour les Palestiniens.

**Amnesty International appelle Israël à mettre fin au crime international que constitue cet apartheid**, en abolissant les mesures de fragmentation, de ségrégation, de discrimination et de privation qui visent actuellement la population palestinienne.

% attac % attac % attac % attac % attac %  
attac attac attac attac attac

## L'Assemblée Générale de Total n'aura pas lieu !



À un mois de l'Assemblée générale annuelle réunissant les actionnaires de Total, c'est une coalition inédite qui fait face à la multinationale et ses activités climaticides : des mouvements citoyens, associations, scientifiques du climat, syndicats et organisations de jeunesse ont lancé aujourd'hui un avertissement relayé dans plusieurs médias nationaux à l'entreprise.

Le rendez-vous est donné par les signataires de l'appel : le #BlocageTotal de l'Assemblée Générale aura lieu le 26 mai et vous êtes convié·es à nous rejoindre en répondant au formulaire joint dans l'appel pour bloquer Total avec nous.

En pleine crise énergétique, en pleine mobilisation contre la réforme des retraites, en pleine crise démocratique, cette assemblée générale prévoit de perpétuer la stratégie du pétrolier : toujours plus de projets fossiles et une répartition injuste des superprofits qui alimente **l'injustice climatique et sociale**.

Plus grand pollueur de France, Total incarne le pire de l'exploitation de la planète et des populations. Total, c'est des superprofits dopés par l'inflation et la guerre en Ukraine : 36 milliards d'euros de bénéfices. C'est 9,4 milliards d'euros directement dans les poches des actionnaires, alors que 12 millions de Français·es luttent au quotidien pour se chauffer, faire le plein d'essence ou se nourrir. C'est le salaire de son PDG, Patrick Pouyanné, qui augmente de manière indécente alors qu'on refuse aux employé·es d'aligner leurs salaires sur l'inflation. Ce sont des projets polluants qui **détruisent** l'environnement et les moyens de subsistance de nombreuses communautés à travers le monde, et violent leurs droits humains.

Les militants climat appellent à la **responsabilité de l'État** face à l'inflation et à la répartition des richesses : « *L'État doit mettre la pression sur cette entreprise et ne pas laisser les salariés et les syndicats négocier seuls dans les rapports de force, comme ce fut le cas il y a quelques mois* », souligne Gabriel Mazzolini.

Pour rappel, la négociation des salaires de l'entreprise a abouti à seulement 5,5% d'augmentation alors que les grévistes en attendaient au moins 10 %. Maxime Combes rappelle que « *TotalEnergies n'a pas payé un seul euro d'impôt entre 2019 et 2020 et l'augmentation de la rémunération des actionnaires est supérieure à l'augmentation des investissements dans les énergies renouvelables* ». « *28 % d'augmentation de leurs bénéfices par rapport à 2021 !* », s'indigne Clem.



## UN RESSORTISSANT SOUDANAIS RETENU AU CENTRE DE RETENTION ADMINISTRATIVE DU MESNIL-AMELOT RISQUE L'EXPULSION VERS LE SOUDAN, UN PAYS EN PLEINE GUERRE

La préfecture du Val-d'Oise veut expulser une personne originaire du Soudan, malgré le conflit qui a éclaté le 15 avril 2023.

Alors que le Soudan est en proie à un conflit de haute intensité entre militaires et paramilitaires et que l'aéroport de Khartoum n'est plus en état de fonctionnement, une personne de nationalité soudanaise est enfermée au CRA du Mesnil-Amelot depuis une semaine en vue de la mise à exécution d'une obligation de quitter le territoire français à destination du Soudan.

Or, celle-ci serait parfaitement illégale en raison du statut de réfugié dont bénéficie cette personne qui proscrie toute expulsion vers son pays d'origine. En outre, son expulsion apparaît impossible au regard de la situation sécuritaire actuelle et de l'interruption des liaisons aériennes vers ce pays, la décision d'enfermement prise à son encontre constitue ainsi un détournement de l'objet de la rétention.

Pourtant, le 29 avril 2023, le juge des libertés et de la détention du Mesnil-Amelot a prolongé la rétention de ce monsieur au motif que : « *s'il n'est pas contestable que le pays d'origine de l'étranger fait actuellement l'objet d'un soulèvement, rien ne permet, à ce stade de considérer la situation sans issue proche étant prises en compte les interventions diplomatiques importantes actuellement en cours* ». Outre une analyse erronée de la nature de ce conflit, le maintien en rétention est fondé sur de simples suppositions, dans un contexte où aucun cessez-le-feu n'a été respecté.

Depuis le 15 avril, les affrontements sanglants qui ont commencé à Khartoum n'ont cessé de s'étendre à l'ensemble du pays. Cette guerre risque de tendre vers une guerre régionale incluant notamment l'intervention des pays voisins. On compte aujourd'hui plus de 400 morts et 3500 blessés dans un pays qui traversait déjà depuis 2019 une grave crise socio-économique.

**La Cimade dénonce l'aveuglement de la politique menée à l'encontre des personnes étrangères au mépris de leurs droits les plus fondamentaux et demande aux autorités françaises de respecter la Convention européenne des droits de l'homme et la Convention des Nations-Unies contre la torture en préservant les personnes ressortissantes du Soudan de tout risque de mauvais traitements.**

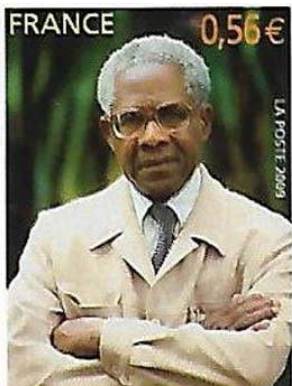
### «Pour la création d'un institut de la France et de l'Algérie»

*Dans une tribune publiée dans Le Monde du 16 janvier, un collectif, animé par Yoann Sportouch et Linda Torche et comprenant des historiens comme Benjamin Stora, Catherine Brun et Pascal Blanchard, des chercheurs, des politiques, des artistes, des étudiants et des responsables de la société civile, plaide pour « la création d'un institut de la France et de l'Algérie : un lieu muséal où histoire, mémoires, art, dialogue et coopération pourraient coexister ». Les signataires demandent au gouvernement de ne pas abandonner ce projet lancé il y a deux ans et que la ville de Montpellier est prête à accueillir...*

Aujourd'hui, nous, associations, historiens, artistes, chercheurs, acteurs de l'écosystème culturel et de la société civile, rappelons que la concrétisation de ce projet est plus qu'essentielle au dialogue des mémoires. Nous y voyons un outil pour les réconcilier mais aussi mettre en lumière la vérité historique et construire un futur commun pour les nouvelles générations. Créer un lieu consacré à cette histoire constitue à la fois un symbole et une forme de reconnaissance. La demande de la société civile, et particulièrement celle de la jeunesse, d'un endroit où apprendre mais aussi s'approprier cette histoire doit être entendue. Le projet a été repoussé à plusieurs reprises en raison de désaccords politiques sur le rôle qu'il doit occuper, questionnant tour à tour s'il doit être davantage politique, sociétal ou muséal. Alors, est-ce vraiment la fonction du musée de se positionner sur des questions politiques ? Le rôle du musée dans notre société contemporaine est-il d'accueillir le débat public ? Et donc, plus largement, le musée est-il un lieu d'expression de la démocratie ? Nous croyons que oui, cet institut peut être à la fois politique, sociétal et muséal. Plus encore, nous voyons ce musée de la France et de l'Algérie comme un outil démocratique dans le processus de sa construction comme dans la forme finale qu'il prendra. Ce musée ne doit pas être un temple inaccessible du savoir. C'est pourquoi, plutôt qu'un musée, nous souhaitons un institut, qui soit un lieu de vie et d'accueil de toutes les histoires individuelles, coconstruit avec les Françaises et Français dépositaires de cette mémoire.

L'association Jeunesses & mémoires franco-algériennes est allée à la rencontre de plus d'une centaine de jeunes. Ces jeunes ont partagé avec eux leur désir d'un espace de dialogue où puissent s'exprimer leur identité et leur double héritage culturel dans le respect de la diversité des mémoires. Tous ces témoignages, ces engagements, ces héritages sont autant de preuves qu'un institut de la France et de l'Algérie doit voir le jour, mais aussi et surtout que ce lieu doit être une émanation de la société civile.

## Sur les traces d'Aimé Césaire...



Timbre Aimé Césaire en 2009

Cent-dix ans après sa naissance et quinze ans après sa disparition, quelle(s) empreinte(s) a laissée(s) Aimé Césaire en Martinique, dans l'Hexagone et ailleurs ? C'est la question que l'on peut légitimement se poser au sujet de la postérité littéraire et politique du Chantre de la négritude, en examinant notamment le nombre de livres, études, articles, conférences, films et émissions qui lui ont été consacrés – plusieurs centaines. Les archives audiovisuelles et le web permettant de remonter des années 1960 à 2008 sont de ce point de vue une source inépuisable d'informations sur les aspects multiples de l'homme et de l'œuvre.

Par Xavier Chevallier, conservateur en chef des bibliothèques

Pourtant, c'est par un autre biais, à savoir la place qu'occupe Aimé Césaire dans l'espace public, que sera ici abordée la réception d'une œuvre et d'une personnalité aussi éminente qu'imposante. Aussi ai-je entrepris en 2022 des recherches sur internet pour trouver les sites portant le nom d'Aimé Césaire en Martinique, en France et dans le monde. A ce jour, j'en ai répertorié 196 ! pas moins de 200 lieux et monuments publics nommés *Aimé Césaire*. Peu de personnalités bénéficient d'une telle postérité en France. Le nom de Césaire y est omniprésent à travers plus de 150 rues, places, salles, établissements scolaires, bibliothèques, fresques et bustes. A Paris, outre la plaque au Panthéon et la salle de l'Assemblée nationale, il y a un quai Aimé Césaire le long de la Seine, une bibliothèque municipale dans le 14ème arrondissement et un collège dans le 18ème. En Île-de-France (région parisienne), on dénombre près de cinquante rues, boulevards, avenues, places, un square Aimé Césaire (et même une plaine) mais aussi des médiathèques, établissements scolaires, espaces culturels et centres de loisirs, une maison de quartier, une crèche, un centre polyvalent de santé, un muret et une station de métro à Aubervilliers.

**Alors pourquoi, malgré une œuvre exigeante, voire difficile et longtemps réservée à un cercle d'intellectuels, Césaire est-il devenu aussi populaire ? Sans doute parce que les problématiques politiques, historiques et sociales autour du passé colonial de la France et les nombreuses blessures qu'il a laissées (l'esclavage, le racisme, les inégalités, les discriminations), sont devenues de plus en plus prégnantes à la fin du 20ème siècle. Ceci a redonné une singulière actualité au grand cri de révolte nègre, faisant d'Aimé Césaire un précurseur. En effet, quand on voit resurgir et perdurer les problèmes politiques, identitaires et culturels en Martinique, en France et dans le monde, on se rend compte qu'il les avait déjà énoncés, analysés et dénoncés – avec le talent et la force incomparables qu'on lui connaît.**

## Manifester en France, c'est risquer de finir en prison

LIBERTÉ D'EXPRESSION



Chacun  
a le droit de dire  
et d'écrire ce qu'il pense  
et de recevoir ou de communiquer  
des informations.  
Ce droit englobe la liberté de la presse.

Liberté de manifester

Par Jacques Rancière Philosophe, Ken Loach Réalisateur, Judith Butler Philosophe et une cinquantaine de personnalités.

Le droit à manifester est un droit non négociable. Mais ce qui se dessine localement, c'est une société construite sur la criminalisation des luttes sociales et politiques. Il plane dans ce pays une atmosphère bien étrange. Quoi que l'on puisse penser du douteux cortège de tête de la mobilisation fleuve ayant défilé dans les rues de Paris, ce sont bien quatre millions de personnes qui ont choisi de manifester pour dire leur rejet des attentats et leur attachement aux valeurs démocratiques.

Comme le notaient alors les correspondants de la presse internationale, c'est au travers de la «manif», sorte de paradigme hexagonal de l'expression collective, que les Français avaient décidé d'exprimer leur émoi. Que ce soit à Notre-Dame-des-Landes, à Sivens, à Nantes, à Lyon ou à Toulouse, ce n'est pas tous les jours le 11 janvier. Manifester oui, mais pas pour saluer la mémoire du jeune militant écologiste tué par un tir de grenade de la gendarmerie, Rémi Fraisse, dans la nuit du 25 au 26 octobre. Manifester oui, mais pas contre la série de violences policières commises par la suite à l'occasion de plusieurs manifestations interdites en préfecture. Manifester oui, mais pas contre l'interdiction de manifester elle-même. Ces interdictions qui se sont répétées sur l'ensemble du territoire sont une atteinte grave et révoltante à un droit démocratique fondamental. Nombreux sont celles et ceux qui, en novembre, n'ont pas accepté les diktats vigipiratesques et les arrêté préfectoraux. Des dizaines ont alors été arrêtés, gardés à vue, déférés devant la justice et souvent condamnés. Bien sûr la justice officielle sait toujours trouver des motifs pour transformer une résistance politique en un crime de droit commun, en inventant des chefs d'inculpation et en faisant témoigner ses propres policiers. La justice officielle, d'ailleurs, leur en sait gré puisqu'elle sait être reconnaissante avec eux, lorsqu'ils sont les auteurs de «bavures». Clément avec les meurtriers de Malik, de Zyed ou de Bouna (le verdict sera rendu en mai), jamais condamnés à de la prison ferme, elle est impitoyable avec celles et ceux qui revendiquent le droit élémentaire de dire leur opposition à la société telle qu'elle est organisée, ou aux politiques telles qu'elles sont menées. Ce qui se renforce et se dessine localement, à partir de manifestation, piquet de grève ou mobilisation, c'est une société construite sur la criminalisation des luttes sociales et politiques, dont on peut craindre, si l'on n'y prend garde, qu'elle ne devienne le lot commun dans tout le pays.



**solidarités**  
international

## **DARFOUR : 20 ANS DE CONFLITS OUBLIÉS ET MAINTENANT ?**

**20 ans de conflits. 20 ans de souffrance pour la population. Alors que la guerre au Darfour faisait la une des journaux en 2003, aujourd'hui l'attention de la communauté internationale et des bailleurs de fonds est faible. Pourtant, le 15 avril 2023, le Soudan faisait de nouveau face à une escalade de violence rendant impossible tout mouvement pour la population. Les nouvelles personnes fuyant le conflit sont venues grossir les rangs des familles déjà réfugiées dans les villes entraînant une situation encore plus précaire. 20 ans : un tragique**

**Un site de déplacés**

**anniversaire doublé d'un nouveau conflit qui rebat encore et toujours les cartes du destin de cette région.**

3 700 000, c'est le nombre de personnes qui ont dû quitter leurs maisons, leurs villages pour trouver refuge dans d'autres régions à l'intérieur du pays à cause des conflits. Pour certains, ce déplacement est loin d'être le premier. Pris dans un cycle chronique de fuite lié au contexte instable du pays, à des conflits locaux dus à un appauvrissement des ressources naturelles et aux conflits inter-ethniques depuis 20 ans, la situation pour la population est critique.

“ Les conditions de vie de la population sont indignes à Al-Genaina. Des dizaines de milliers de personnes n'ont pas ou peu accès à l'eau, à l'hygiène de base et à des latrines. Cela augmente très fortement les risques d'épidémie comme le choléra, mais aussi le développement de la galle et autres maladies de peau issues de condition hygiénique déplorable ” explique Justine Muzik Piquemal, Responsable Géographique chez SOLIDARITÉS INTERNATIONAL.

**“ L'absence d'eau potable est un vecteur d'aggravation de la malnutrition. Les eaux de surface de la ville sont contaminées par des défécations à l'air libre directement dans la rue car les latrines à disposition sont pleines. C'est une catastrophe sanitaire ! ».**

Recherchant la sécurité, la population, fuyant les combats, se déplace depuis de nombreuses années vers les grandes villes. Mais ces dernières ne sont pas équipées des infrastructures nécessaires pour accueillir ces milliers de familles. Face à ce constat, notre ONG a notamment mis en place des activités pour permettre à la population d'avoir accès à l'eau et à l'hygiène. Construction, réparation et vidange de latrines et de douches, distribution d'eau par camion-citerne, construction de forages, distributions de kits d'hygiène et de kits menstruels pour les femmes, promotion à l'hygiène, désinfection des latrines... autant de services essentiels mis en place par SOLIDARITÉS INTERNATIONAL dans 15 des 108 sites accueillant des personnes déplacées répertoriés à Al-Genaina.



**Latrine dans un site de déplacés, site de Al-Genaina, 2022**

Mais notre équipe tire la sonnette d'alarme car la situation alimentaire est elle aussi déplorable. Un tiers du pays souffre d'insécurité alimentaire. Une proportion qui risque de s'aggraver dans les prochains mois. Et pourtant, malgré ce constat terrifiant, les acteurs humanitaires peinent à venir en aide à la population à cause du manque de financement<sup>2</sup>. L'insécurité permanente et la nature cyclique du conflit créent une lassitude, voire un désintérêt de la part des bailleurs de fonds entraînant inévitablement une baisse des financements donc une baisse de l'aide humanitaire directe aux populations.

« Les bailleurs de fonds et les instances doivent se mobiliser plus que jamais pour venir en aide aux dizaines de milliers de personnes qui aujourd'hui dépendent de l'aide humanitaire. Il faut fournir une aide à la hauteur des enjeux humains si spécifiques à cette région du Soudan ” martèle Justine Muzik Piquemal. Au-delà de l'aide d'urgence qui serait vitale pour des dizaines de milliers de personnes, il est difficile aujourd'hui d'obtenir un financement à long terme pour travailler sur des approches et des solutions, s'adaptant au conflit et au changement climatique et qui permettraient à la population de sortir durablement de la crise.

Face à une situation qui ne fait qu'empirer et une population prise en étau et vouée à un avenir incertain, il est nécessaire aujourd'hui que la communauté internationale prenne la mesure de l'ampleur des besoins de la population dans cette région.

### **LA FONDATION ABBÉ PIERRE, PARTENAIRE CLÉ DE SOLIDARITÉS INTERNATIONAL**

La Fondation Abbé Pierre a pour mission de lutter contre le mal-logement en soutenant notamment des projets d'habitat répondant aux besoins des populations en situation de précarité. Elle apporte également son concours à des associations œuvrant dans le domaine du logement et de l'exclusion. Depuis 2020, elle est engagée auprès de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL.

Depuis 2022 et le début du conflit en **Ukraine**, la Fondation Abbé Pierre contribue à fournir une aide humanitaire d'urgence aux populations ukrainiennes en se mobilisant à nos côtés. Elle a ainsi soutenu un projet visant à garantir l'accès à des infrastructures sanitaires adéquates et dignes pour les personnes déplacées à Drohobytch, dans la région de Lviv. Le projet vise à améliorer les conditions de logement des personnes déplacées à travers la réhabilitation des services d'Eau, Hygiène et Assainissement dans des abris collectifs au sein de trois bâtiments de l'université de Drohobytch. Par ailleurs, le soutien de la Fondation Abbé Pierre a permis aux équipes de SOLIDARITÉS INTERNATIONAL de distribuer des kits alimentaires à près de 2 100 ukrainiens en 2022.



Après deux naufrages récents, près de 30 migrants sont décédés ou portés disparus. Ils avaient quitté la Tunisie depuis Sfax pour rejoindre l'Europe en traversant la Méditerranée. Dans la vidéo tournée par Mondafrique, nous découvrons comment le port luxuriant de Zarzis, à quarante kilomètres de la frontière libyenne, est un des points de départ d'une émigration massive de Tunisiens vers l'Italie ou la France.



D'après des témoignages recueillis par la justice, 37 migrants originaires d'Afrique subsaharienne étaient « partis du littoral au nord de Sfax sur deux embarcations ». L'une a fait naufrage vendredi après-midi. Les 20 personnes qui se trouvaient à son bord sont portées disparues. Les 17 autres qui étaient dans la deuxième embarcation ont pu quant à elles être sauvées, a précisé le porte-parole du tribunal de Sfax. L'autre naufrage a eu lieu ce samedi matin, « plus près de la côte ». Pour celui-ci, le bilan de « quatre corps repêchés sur une plage au nord de Sfax, trois disparus et 36 personnes secourues ».

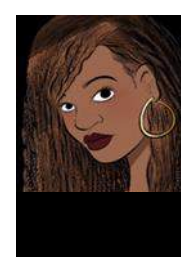
Les organisateurs de ces traversées sont activement recherchés par les autorités tunisiennes et des enquêtes ont été ouvertes pour ces naufrages, selon le porte-parole du tribunal. Les embarcations étaient faites de tôle de fer, un matériau « n'offrant pas du tout [les] conditions de sécurité minimales, mais qui sont moins chères à fabriquer que celles en bois », a-t-il précisé.

### Hausse des départs

Ces deux nouveaux naufrages alourdissent un bilan déjà très meurtrier depuis le début de l'année. Ainsi, depuis début mars, plus d'une centaine de migrants sont décédés ou ont disparu au large de la Tunisie. Et depuis 2014, plus de 26 000 migrants ont disparu dans les eaux de la méditerranée, selon l'Office international des migrations (OIM).

Des familles tunisiennes de disparus en exil mais aussi d'autres venues d'Algérie, du Maroc et du Sénégal se sont retrouvées à Zarzis, dans le sud-est de la Tunisie, début septembre 2022. Soutenues par des militants européens et africains, elles cherchent à obtenir la vérité sur le sort de leurs proches, migrants disparus en mer. Nous avons retrouvé des images d'archives sur le départ du premier chalutier bourré de clandestins qui quitte la Tunisie peu après le départ du dictateur tunisien vers l'Arabie Saoudite. La plupart s'embarquent depuis l'île de Kerkena, à quelques kilomètres de la grande ville de Sfax, ou du port de Zarzis, où nous nous sommes rendus.

La pauvreté et la crise provoquent un exode massif des jeunes de ce pays vers l'Europe. Le nombre de Tunisiens arrivés illégalement en Italie atteint plusieurs milliers par an.



Inspirée par les revues du web de la Lune Mauve, je vous partage aujourd'hui une revue culturelle qui met à l'honneur les contenus de femmes noires (comme d'habitude !), sur des thèmes divers. Littérature, histoire, art contemporain, la revue de ce mois-ci fut passionnante à découvrir.

#### Black romance, romance noire, regards croisés sur la littérature sentimentale

Repartagé par Diveka sur Twitter, je suis tombée sur ce live, que j'ai trouvé très complet sur les enjeux autour de la romance noire dans les espaces francophones, tant du côté éditorial que du côté de lectorat. La question profonde qui est aussi soulevée, c'est aussi notre responsabilité à soutenir cette littérature et à diversifier ses acteurs, quand beaucoup d'auteur.e.s non noirs saisissent ce créneau.

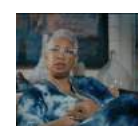
#### “dépasser la peur de créer” chez La Zone Podcast

L'un des rares – voire seul ? – podcast que j'écoute sur la création. J'aime beaucoup le travail d'Emmanuelle, autant en tant qu'intervenante interrogée sur ma création, qu'en tant qu'auditrice. Ce n'est pas facile de parler de création sans tomber dans le déjà vu ou les vérités toutes faites; mais Emmanuelle réussit toujours à faire ressortir des perles chez ses invitées. Donc quand mes amies m'ont dit à plusieurs reprises d'écouter l'épisode de cette semaine, j'ai sauté dessus, et je n'ai pas été déçue. Sentiment d'illégitimité, peur face à la création en tant que femme noire, etc... à écouter !

#### Angela Davis et Hilton Als nous parlent de Toni Morrison

Avoir des amies de qualité, c'est avoir des recommandations de qualité ! Quand Mélissa Laveaux m'a envoyé cette interview, j'ai su qu'elle me connaissait bien, haha. Un entretien où Angela Davis et Hilton Als discutent de Toni Morrison. J'étais très curieuse d'en savoir plus sur la relation entre Angela et Toni, son ancienne éditrice derrière l'essai *Women, Race and class*, et amie.

#### Documentaire : Valérie John, la femme indigo



On passe à un autre documentaire qui m'a tout de suite attiré l'œil après un petit extrait où l'on écoutait, artiste martiniquaise (RPZ !), parler de son art et de son travail de la couleur indigo. Je me souviens avoir tout de suite

envoyer l'extrait à d'autres amies artistes en leur disant : “Regarde !”. Ca ne durait qu'une minute, et pourtant, sa manière d'aborder la création m'a tout de suite marqué. Je n'en dis pas plus, et vous laisse découvrir le documentaire !

## Afrique-France : Emmanuel Macron veut encore faire du neuf avec du vieux

Les annonces du président Macron ce lundi 27 février ne manqueront pas, une fois de plus, d'être commentées comme autant de marqueurs de rupture avec le passé. Pourtant, à y regarder de plus près, les prétendus scoops du jour ont déjà fait l'objet d'annonces similaires dans un passé plus ou moins proche. La « nouveauté », au plan militaire notamment, consiste surtout à recycler une vieille recette du colonialisme français, qui se résume en trois mots : s'adapter pour perdurer.

Cette fois, ce n'était plus le *show* devant des étudiants africains, mais un discours à l'Élysée, devant « bon nombre d'acteurs de notre politique avec l'Afrique », a expliqué le président. Ce dernier n'a pas hésité à rappeler sa *punchline* de 2017, selon laquelle « *il n'y avait plus de politique africaine de la France* », expliquant simplement que ces mots « *toujours d'actualité [...] ne sont plus suffisants* ». La surenchère s'est donc faite autrement. « *L'Afrique n'est pas un pré carré* » pour la France, a expliqué le président, jurant chercher à se dégager du poids du passé. Son prédécesseur Nicolas Sarkozy n'avait rien dit d'autre, en 2010 : « *La politique de la France envers l'Afrique francophone n'est inspirée ni par l'idée de "pré carré" ni par une quelconque nostalgie coloniale.* ».

Sur la forme, en positionnant ce discours en miroir de celui de Ouagadougou en 2017, l'Élysée tente de faire passer cette tournée africaine d'Emmanuel Macron comme la première depuis sa réélection. C'est vouloir faire oublier la scandaleuse visite au Camerounais Paul Biya, en juillet dernier, que l'Élysée cherchait à faire accepter en mettant en scène un dialogue avec les « sociétés civiles » Pour **Pauline Tétillon, coprésidente de l'association Survie**, « *ce discours tente de planter un arbre pour cacher la forêt de compromissions françaises, 48 heures avant de s'envoler entre autres pour le Gabon de la dynastie Bongo, en pleine période pré-électorale, et le Congo du criminel Denis Sassou Nguesso. Par quelques annonces, en particulier au plan militaire, le président et ses conseillers tentent de reléguer au second plan une tournée aux étapes embarrassantes : il faut asséner une nouvelle fois que la Françafrique appartient au passé pour masquer le symbole de cette visite.* » « *Au plan militaire, le grand absent de ce discours, c'est bien le dispositif militaire issu de Barkhane : le président n'a rien dit des bases actuelles au Tchad et au Niger, qui ne sont pas des enclaves historiques encadrées par des accords de partenariat de défense. Derrière l'annonce d'une énième réduction des effectifs des bases pour mieux les maintenir, on reste dans le flou juridique au Sahel, avec un dispositif fantôme qui n'est plus une opération extérieure et qui échappe donc à tout contrôle parlementaire. Et on renouvelle la coopération militaire avec les dictatures, qui permet depuis 60 ans de maintenir un lien organique avec des régimes répressifs.* »

Au plan économique, le président a invité les entreprises françaises à redoubler d'efforts dans la compétition pour les marchés africains, présentés comme une formidable opportunité : un thème développé depuis dix ans dans différents rapports officiels, tels le rapport sénatorial « L'Afrique est notre avenir » (2013) de Jeanny Lorgeoux et Jean-Marie Bockel, le rapport « Un partenariat pour l'avenir : 15 propositions pour une nouvelle dynamique économique entre l'Afrique et la France » (2013) d'Hubert Védrine et Lionel Zinsou, le rapport « La francophonie et la francophilie, moteurs de croissance durable » (2014) de Jacques Attali, etc. Dans le prolongement du Sommet de Montpellier, et bien que le changement de nom de l'Agence française de développement (AFD) prenne plus de temps que prévu, il est question de remplacer le terme d'« aide » par celui d'« investissement solidaire et partenarial » : une pirouette rhétorique qui correspond à l'histoire même de « l'aide »<sup>[5]</sup> et à la mobilisation de l'AFD comme outil d'influence économique.

Enfin, concernant le **franc CFA**, le président poursuit l'opération de communication lancée à l'occasion de la réforme de façade du CFA d'Afrique de l'Ouest, en rappelant que la monnaie pourrait y changer de nom. Cette réforme ne concernait que 8 des 15 pays africains de la Zone franc a plutôt servi à sauver cette monnaie, de plus en plus contestée, en se débarrassant de quelques « *marqueurs symboliques qui concentraient toutes les critiques et [tous]les fantasmes* », avait expliqué Emmanuel Macron en mai 2021<sup>[6]</sup>

**Thomas Borrel de Survie conclut** : « *Au terme de cet énième exercice de communication politique, certains ne manqueront pas de souligner une apparente différence avec ce qu'ils croient être la Françafrique. C'est oublier que cela a toujours été un système de domination évolutif, dont les réformes successives permettent la perpétuation, et impliquant des élites africaines comme celles dont aime s'entourer Emmanuel Macron et qui ne courent pas après les changements d'un système dont ils sont complices et qui leur ont tout donné.. Le président français dit qu'il ne regrette pas la Françafrique, et pour cause : il la prolonge en l'adaptant, comme l'ont fait tant d'autres avant lui.*

« [Immigration, terrorisme, colonisation... Les confidences de Macron en Afrique](#) », Le JDD, 29 mai 2021. Quelques mois plus tôt, en février 2020, un représentant du Trésor avait expliqué aux députés de la commission des Finances que ces choix avaient été dictés par « la volonté de sortir des irritants politiques : le nom, la question de la présence de la France dans les instances et la centralisation de 50 % des réserves de change », ajoutant que « des aspects essentiels ne changent pas ». Voir [Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla, « Réforme du franc CFA : les députés français mal informés par leurs techniciens ? »](#), blog Mediapart de Fanny Pigeaud, 24 février 2020.

## « marseilleS », au miroir des impensés colonialistes



Film singulier, « marseilleS » offre un voyage, entre France et Algérie, sur les traces d'un fantôme que l'on peut appeler colonialisme. À partir d'archives exceptionnelles, la réalisatrice Viviane Candas ausculte la généalogie d'un racisme contemporain. Ou comment l'extrême

**droitisation de l'arène politique a une histoire qui remonte à loin.**

« On est passé de la citoyenneté à l'identité. » Film singulier, aussi surprenant dans sa forme que « dissensuel » dans son intention, *marseilleS* questionne l'identité plurielle et ausculte la généalogie d'un racisme contemporain.

En 2016, la réalisatrice Viviane Candas signait **L'Algérie des possibles**, à partir de l'histoire de son père, Yves Mathieu, ancien avocat du FLN, puis conseiller de Ben Bella. Le nouveau président algérien l'avait chargé de la mise en place des domaines agricoles autogérés, la grande utopie de l'Algérie libérée. Rien que ça ! Mais l'histoire tourne vite au drame. Le 16 mai 1966, un an après le coup d'État perpétré par Boumédiène, Yves Mathieu meurt dans un accident de voiture, étrangement percutée par un camion de l'armée. Le film de Viviane Candas nous proposait, outre l'enquête – qui n'aboutira pas, comme toujours quand il s'agit de l'armée –, une plongée passionnante dans les premiers pas de l'Algérie indépendante.

Avec *marseilleS*, la réalisatrice nous offre un tout autre voyage, entre France et Algérie, sur les traces d'un fantôme que nous appellerons colonialisme. Le film zigzague entre plusieurs périodes, plusieurs lieux – il faut de la souplesse pour saisir un spectre – à la recherche d'une explication de la montée du racisme en France. En creux, le film se loge dans l'impossible récit du passé, tant le déni est constant, permanent, comme un mur entre les communautés, encore inébranlable, malgré les nombreux coups de butoir...

Mais Viviane Candas ne craint pas de jouer les passe-murailles. Le film tente l'impossible, à l'aide d'une mosaïque de séquences, piochées entre deux filmages, réalisés à 32 ans d'intervalle.

L'essai politique de la cinéaste puise sa force dans la richesse exceptionnelle de ses archives. En confrontant les différentes strates de ses matériaux sur plus de 30 ans, elle « établit des continuités par-dessus des béances impensées » où « la banalisation de l'extrême droite se comprend moins avec le passé récent qu'à partir de nappes de passé plus éloignées », comme le considèrent Saad Chakali et Alexia Roux pour l'excellent site critique **Des nouvelles du front cinématographique**. Chacun des récits du film, disent-ils, « s'incarne dans des gens qui pensent d'où ils arrivent, qui pensent ce qui leur arrive et qui pensent ce dont ils héritent » et restitue ainsi « la mémoire à ceux qui en ont été dépossédée ».

## « La France n'est pas prête à reconnaître la vérité par rapport au passé »

En 1986 à Marseille, la réalisatrice filme son amie Fatima Haggoug Bendeddouche, immigrée algérienne, passée du bidonville de La Timone à la mairie de la ville où elle est cadre. Les scènes où elle raconte sa ville et les injonctions contradictoires qui s'accumulent sur les immigrés algériens sont d'une beauté inoubliable tant elles charpentent l'ensemble du film.

Elle fait aussi longuement parler ses enfants qui mettent des mots, très articulés, sur leur sentiment d'appartenance, leurs réactions face au racisme, leur rapport à la religion. Puis, comme juxtaposé à cette réalité, ou plutôt lui tournant le dos, le film donne la parole à des militants du Front national qui, sans filtre, disent l'animosité toute particulière qu'ils vouent à ces immigré-es qui « envahissent » la cité phocéenne.

En 2018, elle retrouve les fils de son amie Fatima, désormais adultes, pour qu'ils mettent, de nouveau, des mots sur les séquelles de la guerre d'Algérie, les ratonnades de 1973, la marche des Beurs de 1983, les problèmes de l'immigration et la place de l'islam dans leur vie malgré le terrorisme islamiste.

Pour éclairer « le drame » de cette deuxième génération, restée, malgré ses avancées sociales, orpheline politiquement, Viviane Candas fait quelques allers-retours fort utiles sur l'actualité algérienne : la nationalisation des hydrocarbures en 1971, le massacre d'octobre 88, où « l'armée nationale du peuple tire sur le peuple », le terrorisme des années noires, et le rôle majeur des islamistes dans la vie des Algérien-nes.

Alors que le rêve de retour des parents s'est évanoui dans la nuit, les enfants se sont enracinés à Marseille, comme partout en France, mais l'idéologie d'extrême droite n'a pas changé. Elle est même devenue dominante.

Les derniers mots de Nejma, filmée dans une émission sans spectateurs, pourraient être envoyés tels quels à tous ceux qui, ici, veulent, honnêtement, réconcilier les récits et apaiser les esprits : « *La question de la mémoire est fondamentale, en termes de repères, en termes d'identité et de restitution de la vérité. Malheureusement, j'ai l'impression que la France n'est pas prête à reconnaître ça. Elle n'est pas prête à reconnaître la vérité par rapport au passé. Pas prête à reconnaître ses erreurs. Elle n'est pas prête non plus à reconnaître ses crimes. Moi qui suis de la deuxième génération, je suis relativement intégrée, mais j'ai aussi l'impression d'être orpheline de cette histoire qui ne m'a pas été restituée. [...] Quand on en arrivera là, je pense que d'une certaine manière, on sera vraiment intégrés.* »

**Fait rare pour un film produit en France, c'est sur une chaîne de télévision algérienne qu'il sera diffusé en avant-première exclusive. « On inverse le jeu, conclut sa réalisatrice, c'est l'Algérie qui tend à la France un miroir peu complaisant. »**